



T2137-473-6,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo

le monde

Libertaire

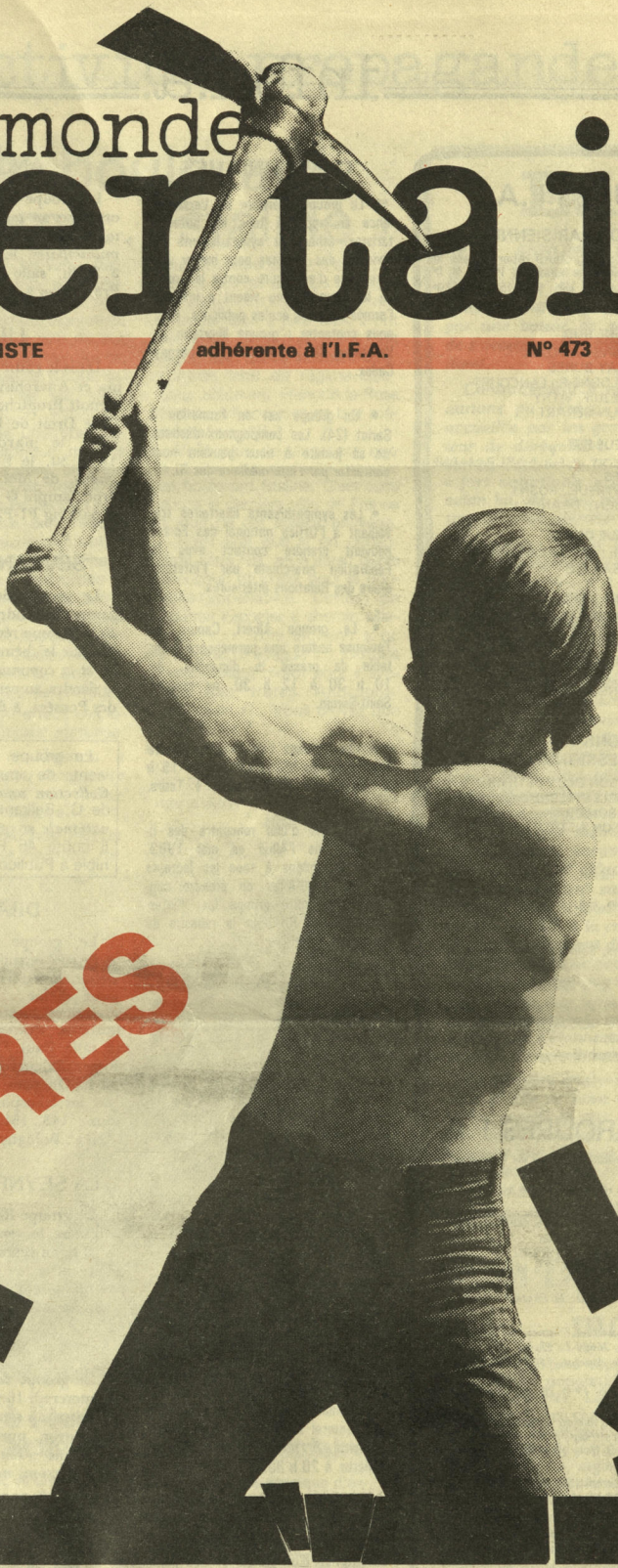
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 473 JEUDI 3 FÉVRIER 1983 6,00 F

PRISONS

**PAS
DE
DEMI-
MESURES**



Fp. 2520 -

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT
 CÔTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 FINISTÈRE : BREST
 GARD : GROUPE DU GARD
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
 HÉRAULT : BÉZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : PLUVIGNER
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
 RHÔNE : LYON
 SARTHE : LE MANS
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : AUXERRE
 LA RÉUNION : LE PORT
 BELGIQUE : ARLON

LIAISONS

NORD : Noyon, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hémin, Beaumont, Saint-Quentin.
 EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.
 ILE-DE-FRANCE : Maule Brunoy
 OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
 CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Ministrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand
 SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
 RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble.
 CORSE : Ajaccio.
 GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
 Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
 Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poitiers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tallier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinat c/o BP 7, 80330 Langueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18^e.
 Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
 Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
 Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafeteria de l'UTUT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenois, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).
 Liaison de Lyon : permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

COMMUNIQUÉS

Le groupe libertaire de Versailles lance un appel à tous les antimilitaristes, athés et sympathisants individuels des Yvelines pour mener une campagne d'envergure contre le projet de loi Savary/Hernu visant à intégrer l'armée dans les écoles publiques. Pour nous contacter : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

Un groupe est en formation à Sarlat (24). Les compagnons désireux de se joindre à nous peuvent nous contacter par l'intermédiaire des RI.

Les sympathisants libertaires travaillant à l'Office national des Forêts peuvent prendre contact avec la Fédération anarchiste par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Albert Camus de Toulouse assure une permanence avec table de presse le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, au marché Saint-Sernin.

Le groupe de Tours assure une vente du ML le samedi, de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux, à Tours.

En vue d'une rencontre des libertaires de l'Allier en mai 1983, nous demandons à tous les lecteurs du ML de l'Allier de prendre contact avec notre groupe (par l'intermédiaire des RI) pour la réussite de cette rencontre.

Le groupe Région toulonnaise tiendra un stand les 19 et 20 février, à l'ancienne patinoire de « Vert Coteau » à Toulon, dans le cadre de la fête de Radio 89 FM.

Les personnes intéressées par la création d'une liaison à Montluçon, dans l'Allier, peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

Le groupe Orsay-Bures organise une vente du ML tous les jeudis, de 17 h 30 à 18 h 30, à la gare d'Orsay.

Le groupe libertaire de Rennes invite tous les sympathisants et personnes intéressées à participer à une réunion de discussion et de préparation des différentes initiatives prévues concernant les élections municipales et notamment l'organisation d'un gala anti-électoral le 6 mars. Rendez-vous le mardi 8 février à la MJC La Paillette, à 20 h 30.

Pour le développement de l'anarchisme dans les Côtes du Nord, le renforcement du fédéralisme et la constitution d'un groupe FA (ou plus), la liaison FA de Guingamp invite tous les lecteurs du ML, les sympathisants de la FA et les libertaires isolés du département ou de la région Paimpol, Guingamp, Lannion, Saint-Brieuc à prendre contact en écrivant aux RI qui transmettront.

Les libertaires désireux de prendre contact avec la FA en Franche-Comté peuvent contacter le groupe Proudhon à Besançon, ou les liaisons du Haut-Doubs, de la Haute-Saône et de la région Belfort-Montbéliard.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 56 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ANGERS

Le groupe d'Angers de la FA organise un meeting sur le thème : *Les anarchistes face aux municipales*, le jeudi 3 février, à 20 h, salle Jean Macé, rue Pré-Pigeon à Angers.

LILLE

Dans le cadre du cycle « Cinéma et Anarchisme », le groupe Benoit Broutchoux de Lille et le Ciné Droit de Lille II projettent, le mardi 8 février, à 18 h 30, le film *Les Compagnons*, de Mocky, à la fac de droit, amphitheâtre G (accès direct par le parking P1-P2).

SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, le vendredi 25 février, à 20 h 30, une réunion d'information sur le thème : *Les anarchistes et la commune libertaire*. Elle se tiendra au centre Alfa, 3, allée des Pensées, à Bondy.

Le groupe Fresnes-Antony vient de publier dans sa *Collection anarchiste* un livre de G. Balkanski : *Libération nationale et révolution sociale*. Il coûte 45 F et est disponible à Publico.

DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy et l'ADIP organisent une réunion-débat, le jeudi 10 février, ayant pour thème : *La prison*. Les personnes intéressées par cette initiative devront se rendre à la salle Paul Eluard, 144, rue Roger Salengro, 93 Drancy, à 20 h. On peut venir facilement par les transports en commun. Bus : 148, 151, 173, 301, 354. Arrêt : Bobigny Six Routes.

LA SEYNE-SUR-MER

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 25 février, à 20 h, au centre culturel Jacques-Laurent, à la Seyne-sur-Mer, une réunion-débat sur le thème : *La commune anarchiste*.

NOYON

Le groupe de Noyon organise le mercredi 16 février, à 20 h 30 précises, au sous-sol de la mairie de Noyon, une soirée-débat sur le thème : *Les anarchistes face aux élections municipales*.

RENDONS NOTRE VILLE

PROPRE!
 DEBARRASSONS-NOUS
 DE SES
 POLITICIENS



FEDERATION ANARCHISTE

Affiche éditée par les groupes E. Varlin, P. Besnard, L. Michel et C. Berneri. Prix : 1 F l'unité ; 0,10 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

PARIS

Les groupes Berneri (10^e), Louise-Michel (18^e) et Eugène Varlin (15^e) organisent sur Paris, à l'occasion des élections municipales, une série d'initiatives ayant pour thème : *La commune libre*.

Le dimanche 6 février, à 20 h, réunion-débat à l'AGECA 177, rue de Charonne, Paris-11^e, organisée par le groupe Berneri ;
 Le mardi 15 février, à 18 h 30, meeting-gala du groupe Louise-Michel, 129, rue Marcadet, Paris-18^e ;
 Le samedi 26 février, à 20 h, grande fête du groupe Eugène-Varlin, 72, avenue Félix Faure, Paris-15^e.

PARIS

Le groupe du 11^e arrondissement de Paris (sous l'égide de l'AEPL) organise une rencontre libertaire, le dimanche 27 février, de 14 à 18 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11^e (m° Alexandre-Dumas).

Au programme, des meetings-débats sur les thèmes suivants : *Radio-Libertaire ne se taira pas ; Non aux accords Hernu/Savary ; Plusieurs interventions ; transports, logement, squatt... ; Les propositions anarchistes.*

La partie spectacle sera assurée par Serge Ugé-Royo et Jean-Luc Debatiss. Avec table de presse, buffet, animation. Participation aux frais.

Permanence des Relations Intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11^e (m° République), tél. : 805.34.08.

Abonnez-vous !

TARIF : France Sous pli fermé Etranger

13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :
 N° : Rue :
 Code postal : Ville :
 à partir du N° : (inclus) Pays :

Abonnement Redoublement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Reglement en espèces ou bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme organise, du 21 au 26 février, une semaine libertaire.
A la FNAC, Centre Bourne, de 17 h 30 à 20 h :
- lundi 21 : poésie et chanson libertaires ;
- mardi 22 : forum-débat, avec la participation d'A. Skirda, R. Creagh, E. Temine, Armogathe, Bianco ;
- mercredi 23 : théâtre et anarchie autour de la pièce d'Anne Roche et de Françoise Chatot, mettant en scène un dialogue imaginaire entre Louise Michel et Emma Goldman ;
- vendredi 25 : un film sur Errico Malatesta, suivi d'un débat ;
- samedi 26 : Daniel Cohn-Bendit (sous réserve).
Au local du CIRA, 5, rue des Convalessents, 13001 Marseille (deuxième étage) :
- mardi 22 : à partir de 21 h, Alexandre Skirda viendra parler de son dernier livre : *Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie*.

• Le congrès de Sat-Amikaro (Union des travailleurs espérantistes de langue française), aura lieu à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les 2, 3 et 4 avril 1983.
Le congrès mondial de SAT (Sennaclea Asocio Tutmarda, association anationale mondiale) se tiendra à Ling, en Autriche, du 30 juillet au 5 août 83.
La langue de travail pour les deux congrès sera évidemment l'esperanto. Les buts essentiels de ces deux organisations sont la diffusion de l'esperanto au service de l'émancipation des travailleurs, la lutte contre le dogmatisme, la xénophobie, le racisme, le bellicisme et, d'une manière générale, la lutte pour l'environnement et la vie, pour la liberté et le progrès social, la solidarité internationale et la paix. Pour tout renseignement, SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

• Une exposition sur l'« affiche politique française, de 1789 à 1983 » aura lieu, du 14 au 28 février 1983, à la maison de quartier de Courcouronnes. Cette manifestation est organisée par le CIRIP, d'après la collection d'Alain Gesgon, avec la collaboration de l'ACQE.

Sommaire

- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Editorial
- Un boulevard nommé Staline
- Mon Dieu qu'il est blême mon HLM
- Le sport à l'école
- PAGE 4 A Rebrousse-poil
- Reims : du grabuge à L'Union
- La balade des sans-papiers
- PAGE 5 Produisons sans patrons
- PAGE 6 Les chiraconics
- Service civil
- PAGE 7 Les enjeux du sport
- PAGE 8 Le SMOT
- PAGE 9 Informations internationales
- PAGE 10 La prétendue décadence anarchiste
- L'aide à la création
- PAGE 11 Spectacles, livres...
- PAGE 12 La colère dans les prisons

Un boulevard nommé... staline !

DEBOUT, les vieux staliniens de la terre. Réjouissez-vous. Le petit père des peuples est dignement honoré dans cette ville du sud de la France qu'est le Seyne. Cette cité varoise de 57 000 habitants, vivant de ses chantiers navals (cinq mille employés) a gardé une fibre démocratique historique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est très profonde. A tel point qu'un des boulevards principaux de cette belle ville à gestion socialo-communiste s'appelle... boulevard Staline.

Quelques « plaisantins » (gauchos, anarchos et autres jeunes hirsutes) ont tenté quelques bombages, baptisant successivement le boulevard des noms de Bakounine, Soljenytine ou boulevard de la Paix... On a proprement effacé ces injures à la démocratie statufiée.

Qu'importe si Moscou a banni le moustachu sanguinaire de ses stèles, de ses monuments et de son histoire.

A la Seyne, seconde ville du Var, le petit père Puanteur est

toujours encensé. Et n'allez pas penser que les porteurs de roses qui siègent en mairie à côté des communistes « new look » ont demandé à ce que la rue soit débaptisée. Est-ce vraiment utile, compte tenu du régime que nous préparant François-la-Rose et ses technocrates de la « médiocratie » (1) ?

Voilà plus de vingt ans que la Seine s'enorgueillit d'avoir un boulevard Staline. C'est sans doute la dernière ville de France à jouir de cet odieux privilège.

C'est vrai que si on débaptisait cette rue, on n'aurait guère beaucoup de choix pour la nouvelle appellation. Certes, on pourrait l'appeler « chemin Marchais », « Voie afghane » ou « traverse de Prague »... Certains pencheraient plutôt pour « avenue des frères Andropov-Jaruzelski »... Vous croyez que c'est facile ?

On en parlera sans doute aux camarades de la ville jumelée de Berdiansk au bord de la mer d'Azov !

Jean FLORIANA

(1) Ce superbe mot illustrant ce siècle est de Koestler.



Le sport à l'école pour une activité physique volontaire

BOUGER, se défouler, pratiquer une activité physique d'endurance ou de détente, dans un cadre naturel diversifié (mer, montagne...), le choix est grand si l'on excepte les restrictions financières.

Pourtant le plus grand nombre d'entre nous pratique, confortablement installé devant la télévision, ou fébrile sur les gradins d'un stade.

Les sportifs français sont le plus souvent spectateurs, et l'activité physique volontaire qui répond à un besoin important de la vie actuelle n'a que peu d'adeptes. Soucieux de rendre les enfants attentifs à ces problèmes d'hygiène et d'équilibre, les professeurs d'EPS sont aujourd'hui nombreux à réclamer des structures permettant la pratique du sport amateur par le plus grand nombre, quitte à priver (et nous nous en réjouissons !) le sport d'élite des moyens financiers dont on l'arrose outrageusement.

C'est dans cette perspective qu'ils ont manifesté jeudi 27 janvier pour obtenir : le maintien de trois heures au moins d'EPS dans les collèges (acquis qui risque d'être remis en cause par le recrutement insuffisant des professeurs), ainsi que la création d'installations sportives en nombre suffisant, diversifiées et adaptées à la pratique du sport amateur.

Parmi les activités que l'école propose à l'enfant, l'éducation physique est celle qui peut le plus facilement dynamiser la vie scolaire, mais elle peut aussi conduire à une pratique dangereuse de l'activité sportive (l'exploit gratuit, la force stupide) et être récupérée à des fins non plus harmonieuses mais inhumaines et contre-nature (l'armée nous en offre de nombreux exemples).

Vouloir un sport à visage humain n'est pas une nouveauté, mais la généralisation de cette conception appliquée à l'école par des professionnels du sport est, elle, relativement récente, et c'est pourquoi nous devons l'encourager.

Graziella

Editorial

L'ANNONCE, la semaine dernière, de l'échec de la conférence de l'OPEP a relancé la polémique autour du rôle du pétrole comme facteur de crise. L'absence d'accord entre pays producteurs s'est immédiatement traduite par une baisse du prix du pétrole brut, baisse qui risque de s'accroître fortement si aucune entente n'intervenait rapidement.

Contrairement à ce que nous, les simples d'esprit, nous aurions pu penser, cette nouvelle a été très fraîchement accueillie par les grands de ce monde. Jugé comme « facteur de déséquilibre » par le ministre allemand de l'Économie, l'échec de la conférence de Genève a été qualifié de « fort regrettable » par Claude Cheysson, car elle risque, selon lui, de nous mener « ... droit à une nouvelle crise du type du choc pétrolier de 1973 ».

Pourtant, si l'on en croit les économistes bourgeois et leurs arguments à la senteur de racisme, la crise économique des années 70 est à imputer aux seuls pays arabes et à la hausse importante des prix du pétrole qu'ils avaient alors pratiquée. Aujourd'hui, c'est la baisse du prix du brut qui risque de déséquilibrer l'économie mondiale.

1973-1983 : à dix ans d'intervalle, deux causes opposées produisent les mêmes effets. Voilà qui a de quoi étonner !... A moins de supposer que les explications des économistes bourgeois et réformistes n'aient d'autre but que de justifier l'injustifiable et de dissimuler la profondeur réelle de la crise qui, malgré les déclarations ronflantes qui se sont succédées depuis 1974, déstabilise toujours l'économie marchande... A moins d'admettre ce que démontrent très clairement la pérennité des déséquilibres économiques, leurs inter-réactions et leur profondeur même, à savoir que la crise n'est pas liée aux oscillations économiques telles que celle du prix du pétrole qui n'a fait qu'accélérer et révéler les déséquilibres qui s'approfondissaient sans cesse depuis le milieu des années soixante. Mais il faudrait alors admettre que cette crise économique est liée à la croissance et au type-même de croissance qui est actuellement développée et qu'elle est la conséquence directe du mode de production capitaliste.

Que depuis dix ans, les Barre, Delors et consorts ne s'étonnent pas de voir leurs tentatives de replâtrage échouer aussi systématiquement, voilà qui ne peut nous surprendre : ces gens-là ne s'étonneront jamais de rien pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes !

En dernière analyse, il nous faut bien admettre l'alternative telle qu'elle se pose réellement à nous : accepter les inévitables sacrifices que les capitalistes et l'Etat nous imposent pour qu'ils puissent remettre en route - à leur seul profit - leur système de production, ou refuser de payer les frais de cette restructuration et s'organiser dès aujourd'hui pour mettre fin à l'insupportable !

Mon Dieu, qu'il est blême mon H.L.M.

LES quartiers nord de Marseille ont le plus fort taux d'habitants ; population composée principalement d'ouvriers et d'immigrés. Les grands ensembles ainsi que les usines ont poussé comme des champignons grâce aux différents plans mis en place par la municipalité de Defferre. Deux sociétés se partagent l'administration de ces énormes cités : l'Office des HLM de Marseille et la Logirem, organisme privé spécialisé dans le logement social, qui est actuellement traduite en justice pour répondre d'une escroquerie portant sur plusieurs millions de francs. Rassurez-vous, ça dure depuis longtemps, et la Logirem a de bons avocats. Parmi ses réalisations : la Savine, immense cité-dortoir qui se désagrège lentement.

Quelques mois plus tôt, des affichettes promettaient aux jeunes de 18 ans sans travail un emploi-formation payé à 75% du SMIC. Les naïfs tombés dans le piège furent employés à repeindre les couloirs et les portes des ascenseurs sans être déclarés ; ce qui a permis aux gestionnaires de la Logirem d'augmenter de 43% les charges. Une façon comme une autre de contourner le blocage.

L'amicale des locataires (majorité PC) a appelé ses adhérents à refuser de payer ces charges à la société et à les verser sur un compte bloqué en attendant la fin du conflit. Après beaucoup de publicité, et après avoir obtenu quelques miettes, l'amicale des locataires a reversé les charges à la Logirem. Cet organisme a récupéré les miettes accordées en fin d'année, chaque locataire ayant à payer en moyenne mille francs de réajustement des charges.

A l'heure actuelle, une bonne partie des locataires se retrouvent avec plusieurs mois de loyer de retard, et le 18 janvier, ils sont passés devant le tribunal, face à un juge qui ne les écoutait pas, et en subissant les répliques mordantes d'un avocat très sûr de son fait, humiliant tour à tour chaque « accusé ». Le jugement sera rendu le 1^{er} mars, jugement exécutoire quinze jours après (comme par hasard). Plusieurs familles risquent d'être expulsées, et le PC, si actif sous Giscard, ne compte pas bouger. Solidarité oblige !

Qui est le candidat qui parlait de justice sociale ? Que celui qui a trouvé nous écrivie, il a gagné.

Nous savons nous, anarchistes, ce que valent les promesses de tous ces politiciards, et qu'il n'y a qu'une seule issue : foutre ces gniols dehors !

Jean-Pierre (groupe de Marseille)



à rebrousse-poil

Des vessies pour des lanternes rouges

Vie nouvelle c'est, depuis quelques mois, l'organe de l'Union confédérale des retraités CGT. Le dernier numéro de cette toute jeune publication s'indigne, à juste titre, des atteintes portées aux droits des chômeurs et des pré-retraités.

Un titre vengeur barre toute une page : « UNEDIC : le coup de force du patronat ». Au-dessous, un tableau détaillé des nouvelles mesures. C'est très bien, ça... A un tout petit détail près : ces mesures n'ont pas été prises par le patronat, mais par le gouvernement puisqu'il s'agit de décrets ! Et elles correspondent en gros aux économies sur le dos des plus pauvres préconisées par toutes les centrales syndicales. Y compris la CGT (le patronat, bien entendu, voulait aller plus loin).

Ne s'agit-il pas là d'un de ces cas honteux de « désinformation » que Marchais et Krasucki dénoncent ordinairement avec virulence ? Bien sûr, bien sûr, en cette période électorale, il ne faut pas faire la moindre peine au gouvernement socialo-communiste. Mais avouez, camarades, que ce n'est pas beau de mentir comme ça ! Voilà en tous les cas une *Vie nouvelle* qui commence bien mal !...

S.B.

Du grabuge à « L'Union » ?

REIMS est une ville dont on parle pour un des principaux produits de l'exportation française : le champagne. On imagine que cette ville a une vie sociale concentrée sur les caves et que rien ne s'y passe. Or, en ce moment, on en cause et le très droitier *Figaro* va même jusqu'à prononcer le mot de « soviétisation ». Il s'agit en l'occurrence de l'imprimerie du quotidien *L'Union* où, selon la presse, le livre CGT aurait pris le pouvoir. « Contrôle ouvrier » ou plus simplement souci d'éviter le « gâchis » ?

Issu de la Résistance, ce journal faisait à son origine cohabiter toutes les sensibilités, politiques ou non, qui avaient repoussé la collaboration avec l'occupant. Nous manquons d'informations précises sur l'évolution des forces en présence, mais les faits sont là : une partie de la direction du journal avait déclaré, il y a quelques mois, que l'entreprise n'était plus viable et qu'il fallait tôt ou tard déposer le bilan. De nouveaux licenciements en perspective, du chômage aussi, car en Champagne l'imprimerie n'est pas vraiment une industrie de pointe. C'est alors que depuis le 14 janvier a été créé un « directoire » par les ouvriers CGT du quotidien (ce directoire est composé de deux typographes, d'un mécanicien et d'un rotativiste).

Les travailleurs ont-ils créé une situation révolutionnaire et vont-ils faire marcher les machines pour leur propre compte ? Nous sommes loin de cette tendance-là ; c'est plutôt une sorte de frein à une liquidation d'entreprise. Les ouvriers du livre ne sont, d'autre part, pas seuls dans le personnel du journal *L'Union*, il y a aussi les journalistes dont certains sont syndiqués à la CGC, à la CFDT ou pas syndiqués du tout (trente-deux), d'autres à la CGT et au Syndicat national des journalistes (SNJ) (vingt-sept). Ces deux chiffres se retrouvaient quasiment (1) sur un vote à main levée au cours d'une assemblée générale de la rédaction, le 17 janvier. Une première motion (CGC et CFDT) déclarait : « les journalistes de *L'Union*, toutes idéologies et appartenances syndicales confondues, réaffirment leur totale indépendance.

Ils condamnent tout coup de force d'où qu'il vienne. Ils réaffirment leur volonté de se con-

sacrer au seul service du lecteur, dans le plus strict respect du pluralisme. Afin d'assurer la pérennité de cette volonté, ils prévoient des rencontres régulières des diverses formes de pensée de la rédaction de *L'Union* ».

La deuxième motion (SNJ et CGT) parlait de « situation nouvelle » et considérait le « directoire » comme une société de fait (2).

Une première constatation s'impose : quelle que soit leur appartenance syndicale, ce sont les ouvriers qui ont bloqué la tentative de liquidation, pas les journalistes...

Il y a dans leur démarche le simple souci, dans la droite ligne confédérale, de s'opposer au « gâchis » patronal. Dont acte. Il ne s'agit pas ici de reprendre les machines et de toute refaire refonctionner pour la collectivité, d'aller en fait vers une grève gestionnaire. Non, on veut rester dans le cadre du système actuel, pas de quoi fouetter un chat !

Le livre CGT veut que l'entreprise *L'Union*, domiciliée à Reims, puisse continuer à avoir des profits, et jugeant que la gestion patronale était mauvaise, a décidé d'intervenir... Mais se mettant au siège directorial, le « directoire » devra affronter la concurrence, en particulier celle de *L'Est républicain*. Il est nécessaire de préserver des emplois lorsque ceux-ci sont menacés, mais les ouvriers du livre CGT de Reims ou leurs « dirigeants », savent-ils bien jusqu'où ils veulent aller ? A mettre le doigt dans les rouages de la gestion capitaliste, on s'y perd.

Fernand BERNARD

(1) A noter que quelques adhérents SNJ votèrent avec la CGC et la CFDT.
(2) Aucune motion ne figurera dans le journal.

Post-scriptum : les événements se précipitent et, au moment où nous bouclons le ML, il y a du nouveau. Si l'on en croit *Libération*, il s'agit d'une censure syndicale exercée par le livre CGT sur la rédaction. Cela est bien possible... mais l'indignation vertueuse de monsieur July, déplorant le manque de blâmes du gouvernement, ne trompe que les non-avertis. A Reims et à *L'Union*, il y a aussi des problèmes de modernisation et de restructuration comme à *Libération* ! Affaire à suivre.



LA BALADE DES « SANS-PAPIERS »

Le soir du 10 mai 81, au fur et à mesure qu'apparaissait sur les écrans de télévision la tête du nouveau « président des Français », l'espoir naissait dans les foyers Sonacotra ou dans les caves insalubres des ghettos grandes cités. Avec Mitterrand, la vie des immigrés, surtout des clandestins, allait changer. Il l'avait promis... Finie la peur du flic, fini le petit patron qui t'exploite, douze heures par jour, fini... Tout changera, les socialistes l'ont promis. Enfin, on allait pouvoir redevenir des hommes !

Dans une circulaire interministérielle du 11 août 1981, les ministres concernés (Solidarité nationale, Intérieur, Travail, Secrétaire d'Etat auprès des immigrés) annonçaient l'ouverture de la régularisation des travailleurs clandestins dits « sans papiers » à partir du 31 août jusqu'au 31 décembre 1981. Deux conditions étaient attachées à cette régularisation : la première, l'entrée en France avant le 1^{er} janvier 1981 ; la deuxième, un emploi stable. Plus tard, la date limite du 31 décembre fut repoussée au 15 janvier, petit cadeau du gouvernement pour faire passer la pilule à ceux qui, décidément, la trouvaient un peu grosse.

Ce fut la ruée sur les préfectures, malgré les agissements d'employeurs qui menaçaient de licencier purement et simplement cette main-d'œuvre si bon marché et si docile, et malgré certains employés d'administration qui, interprétant les textes d'une façon restrictive, refusèrent tous les dossiers incomplets. Les commissions chargées de l'étude des dossiers se montreront aussi tranchantes dans nombre de départements, se contentant d'un rôle de contrôle administratif et délaissant les critères humanitaires. Au 31 octobre 82, 150 000

dossiers furent enregistrés... et 130 000 régularisés. Soit 20 000 personnes, confiantes dans la justice socialiste, qui se sont livrées, pieds et poings liés, à une administration aveugle. La moyenne nationale de non-régularisation est de 11% (2% en Normandie, 33% à Nice et 45% à Lyon et dans les Hauts-de-Seine).

Il faut préciser que, dans de nombreux cas, les dossiers refusés provenaient de travailleurs immigrés ayant parfois vécu de longues années en France, pouvant produire des certificats de travail et des titres de séjour, n'ayant jamais été clandestins, mais qui, pour des raisons diverses (longues maladies, raisons familiales, etc.), se trouvaient hors de France au 1^{er} janvier 1981. Ces hommes, qui avaient apporté légalement leur force de travail à l'économie française, se trouvaient désormais rejetés. Ne citons que le cas de ce travailleur algérien ayant dû être hospitalisé dans son pays natal pour une anémie due à ses conditions de vie en France. Voyant l'échéance approcher, encore convalescent, il se présenta en toute bonne foi le 27 décembre 81 à la préfecture d'Evry, où on lui a tout simplement retiré sa vieille carte de résidence, et signifié verbalement le refus de sa demande.

Une circulaire du 6 décembre 82, non parue au journal officiel, émanant des services d'Auntun, secrétaire d'Etat aux immigrés, demande que les dossiers rejetés par les commissions départementales soient réexaminés, les critères humanitaires devant cette fois être privilégiés par rapport à la législation (allons donc !). En cas de nouveau refus, seule l'autorité suprême, le secrétariat aux immigrés, trancherait.

Actuellement, considérant comme l'ancienne majorité que

les immigrés sont en partie responsables du chômage, le gouvernement socialo-communiste part en guerre contre les nouveaux clandestins. Peut-être pensait-il que ces demi-mesures parviendraient à satisfaire tout le monde et à stopper en grande partie le flot de l'immigration. Ou tout simplement, pour contenter les associations antiracistes et de défense des immigrés qui ont appelé à voter pour lui, Mitterrand leur jeta un os à ronger, et, aujourd'hui, jouant à fond la carte du nationalisme comme Giscard, il désigne à la vindicte populaire, apeurée par le chômage, les étrangers qui viennent voler le pain des Français ?...

Quoi qu'il en soit, 45 000 étrangers ont été refoulés aux frontières sans motif (dont 18 000 ressortissants algériens). Précisons que les immigrés originaires de certains pays du continent africain et d'Amérique latine sont les plus visés. S'agirait-il d'un racisme d'Etat ?

Les policiers — qui depuis l'avènement du septennat des sociaux-démocrates s'étiolaient dans les commissariats de quartier ou se gelaient sur les trottoirs de Paris dans la lutte antiterroriste — vont pouvoir reprendre leur dévouement favori : les rafles et les interrogatoires serrés dans les salles obscures. Maintenant que Mitterrand, dans son souci de justice, a amnistié les crapules de l'OAS, il devrait leur offrir de reprendre du service dans la chasse à l'Arabe. Ils y seront de très bon conseil.

Quant à nous, nous continuerons à nous opposer par tous les moyens possibles aux expulsions et à proclamer que la seule solution à la clandestinité passe par l'abolition des frontières.

Jacques — Pascal

PRODUISONS SANS PATRONS

CHACUN gouvernement s'efforce d'expliquer, hypocritement, ses échecs : « choc pétrolier » pour les uns, « lourd héritage » pour les autres. Chaque parti politique prétend détenir la solution à la crise économique. De l'extrême droite à la gauche, d'« éminents économistes et politiciens » affirment avoir trouvé la clé à tous nos maux ; il faut « produire français ». Or, ce fameux slogan est de la même essence que toutes les solutions apportées dans le cadre de ce système. Il ne tient pas plus compte que les autres des réalités et des fondements du système économique et social (capitalisme privé et capitalisme d'Etat) qui régissent notre planète. Bien qu'ils s'en défendent, ceux qui le professent nient la crise économique internationale pour la ramener à une simple crise nationale. Mais au fait, « produire français », qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

Division planétaire du travail

Aujourd'hui, il n'existe aucun produit, ou presque, qui puisse être fabriqué à 100% en France. La division mondiale du travail en est à un tel point que sur l'ensemble de l'économie, aucun pays sur terre ne peut se passer des services des autres. Dans le domaine de la fabrication, un produit « français » fini (prêt à la vente), n'est en réalité qu'un assemblage de matières premières et de pièces façonnées en partie à l'étranger (50% d'une 2 CV sont constitués de pièces étrangères ; quarante-neuf pièces d'une 4 L viennent de l'étranger...).

Sur le plan des matières premières, comment faire pour produire français quand il n'y a pas assez de pétrole, de bauxite, de nickel, de fer, de plomb, de coton, d'uranium ?... La dépendance de la France ne se limite pas au pétrole, mais à tous les éléments de base nécessaires à la fabrication d'une marchandise. Même sur le plan énergétique, la France n'atteindra pas son indépendance avec les centrales nucléaires puisque d'ici une dizaine d'années elle sera entièrement tributaire des ressources d'uranium des pays étrangers.

Le capitalisme : un système irrationnel

Certains économistes et politiciens rétorquent qu'il existe en France d'importantes ressources nationales de matières premières (charbon, bauxite, fer) et qu'il faut leur donner la priorité. Si ces ressources nationales, si ces gisements existent réellement, le problème est que si les industriels ne les exploitent pas et préfèrent importer ces matières, c'est que selon les critères économiques du système capitaliste, l'exploitation, l'extraction en seraient trop coûteuses et ne seraient donc plus rentables. En contre-partie, l'importation de ces produits est moins onéreuse. (Or, dans la recherche de la rentabilité, ainsi que dans la politique, les sentiments humains n'ont pas leur place !).

Augmentation des prix

En supposant que les industriels, ou l'Etat (puisque de toute façon le problème de la rentabilité, de recherche du profit, se pose dans les mêmes termes aux entreprises nationalisées), se mettent à exploiter à fond toutes les ressources nationales — soi-disant existantes —, l'extraction des gisements, l'énergie à base de charbon, ainsi que le prix de tous les produits fabriqués à partir de ces éléments deviendraient automatiquement — selon la logique du système capitaliste — plus élevés. Les consommateurs auraient à leur disposition un « produit français », peut-être, mais un produit plus cher, c'est certain. Je ne crois pas (heureusement) que le patriotisme en soit au point de continuer à acheter « français », alors que les marchandises étrangères coûteraient moins.

On se trouverait avec un problème dix fois plus aigu car les produits ne se vendraient pas. Or, le fondement de la crise — qui est né —, ce n'est pas de produire puisque le marché mondial est encombré par la surproduction, mais bien au contraire d'arriver à vendre ces marchandises.

Boucler les importations, digérer ses exportations

La suite cohérente, si tant est qu'elle puisse l'être, de cette politique imposerait non plus seulement de se protéger contre quelques produits étrangers envahissants,

mais de fermer les frontières afin d'obliger à acheter plus cher, mais « français ». Ce serait le seul moyen d'essayer de maintenir dans ce système de recherche de la rentabilité et du profit une production nationale qui serait devenue moins concurrentielle par rapport aux marchandises étrangères. Seulement voilà, si la France prenait de telles mesures pour interdire les importations, les autres Etats en feraient de même avec les produits « gaulois ». Or plus de la moitié de la production actuelle est dirigée vers l'exportation. Une telle situation se traduirait par la fermeture d'un nombre important d'entreprises qui ne pourraient plus exporter. Par exemple, si Renault — qui transporte à l'étranger plus de la moitié de sa production — devait vendre ses véhicules sur le marché national, il ne resterait plus à Citroën, à Peugeot et à Talbot qu'à boucler leurs valises, car la production de Renault satisfait à elle toute seule les demandes faites en France. Les Etats bloqueraient également leurs exportations de matières premières pour la France.

Vivre en autarcie

Une telle politique serait extrêmement dangereuse ; elle impliquerait le repliement de la France sur elle-même, une augmentation importante du chômage, une forte diminution du pouvoir d'achat, une sérieuse détérioration des conditions de vie. Pour étouffer la colère grandissante des travailleurs et toute tentative de révolte contre leur sort, nos éminents économistes et politiciens n'auraient plus qu'à instaurer une dictature politique et militaire.

Des mots vides de sagesse, pleins de périls

Le slogan « produire français » n'est pas seulement impossible, et dangereux s'il était réalisable, il est en plus porteur de préjugés nuisibles : nationalisme, patriotisme, racisme, xénophobie, égoïsme... Quand les économistes et les politiciens dénoncent les sociétés qui investissent à l'étranger en faisant effectuer le travail à l'étranger, alors qu'il pourrait l'être en France, on serait peut-être tenté dans un premier temps de trouver cette revendication juste et favorable aux travailleurs.

Pourtant, concrètement, que signifierait son exécution (non plus sous l'angle économique et de ses retombées politiques et sociales, puisque nous l'avons déjà examiné ci-dessus, mais du point de vue humain) ?

Tant pis pour les autres

N'oublions pas que la crise ne touche pas que la France, mais tous les pays du monde, avec parfois des nuances différentes. Dans certains pays du Tiers-Monde et même de l'Est, la crise est deux fois, dix fois, vingt fois plus grave. Demander que les entreprises françaises n'investissent plus à l'étranger et rapatrient le travail, c'est du même coup demander (qu'on le veuille ou non) la fermeture de ces usines. Autrement dit, c'est mettre au chômage ou jeter à la rue les ouvriers qui y travaillent et qui, dans certains pays, sont déjà durement atteints par la misère et la surexploitation.

Du nationalisme au régionalisme

Du « produisons français » au « produisons ardéchois » et puis au « produisons toulonnais », il n'y a qu'un pas à franchir. L'ensemble des travailleurs ne veut pas émigrer dans une autre région ou une autre localité « étrangère », même si elle fait partie de ce qu'on appelle la France. Or, puisque certains éminents économistes et politiciens nous rabâchent (bêtement) qu'il faut « produire français » pour sortir la France de la crise, il suffirait, normalement, de « produire dans sa région » pour gommer toutes les difficultés dans sa région, et pour sauver sa ville il faudrait « produire dans sa localité ». Ainsi donc, on en arrive au raisonnement suivant : pour sauvegarder son emploi, il faut défendre son entreprise, empêcher qu'elle investisse dans une autre région et dans une autre localité que la sienne et couler toutes les entreprises dont la production fait concurrence.

Une finalité raciste

Le slogan « produire français » favorise largement les préjugés racistes et xénophobes de tous ces imbéciles qui ne sont

capables que d'émettre ou de répéter des sentiments haineux et qui, dans leur raisonnement bête et sans fondement réel, pensent que les travailleurs immigrés sont responsables de la crise. Du « produisons français » au « produisons par les Français », il y a tellement peu d'écart que nombre d'ignorants en font facilement le rapprochement.

Au service de nos ennemis

En fait, la politique du « produisons français » est plus utile aux capitalistes qu'aux travailleurs. Par les préjugés dont elle est porteuse ou qu'elle favorise et par les raisonnements faux qu'elle suggère, elle divise les classes laborieuses à l'intérieur du pays, désolidarise les travailleurs de France des travailleurs du monde entier. Pourtant, ils ont tous, sans distinction aucune, le même intérêt à défendre : ils subissent la même exploitation et combattent le même ennemi.

Politique d'hypocrisie

Le mot d'ordre « produire français » permet de semer la confusion dans l'esprit des travailleurs, de leur cacher les réalités économiques, politiques et sociales dans lesquelles nous vivons, afin de mieux pouvoir les manipuler. Aucun parti, de droite comme de gauche, n'a de programme cohérent pour sortir de la crise ; ils sont tous dénués de sens pratique. Leur utilisation démagogique ne vise qu'à séduire un maximum d'électeurs, grâce aux illusions et aux espoirs qu'ils font naître. La preuve nous en est donnée chaque jour par ce gouvernement socialo-communiste qui est loin d'appliquer ses différentes promesses. Il suit, sous des formes parfois différentes, la même politique que ses prédécesseurs de droite, car il doit se plier aux contraintes imposées par ce système économique et social.

En toute logique !

L'honnêteté nous oblige à dire la vérité ; il n'y a aucune potion miracle contre la crise, car elle est inhérente à ce système. Néanmoins, la logique même voudrait que l'on tienne le raisonnement suivant : Si un ouvrier fait une erreur, on le virer de l'entreprise. Si un patron fait une erreur, en revanche ce sont des dizaines, des centaines, voire des milliers de travailleurs qui sont foutus dehors. C'est là une injustice flagrante dont nous sommes tous les jours spectateurs ou victimes. Or, la justice voudrait que les sanctions soient identiques pour tous. Quand le ou les patrons d'une entreprise sont coupables d'une faute de gestion, il ne sert à rien de pleurnicher car bien souvent les conséquences sont irréversibles ; il ne sert à rien non plus de gueuler un slogan incohérent et dangereux. La seule façon d'agir que nous dicte la raison, c'est de jeter immédiatement dehors les propriétaires, gestionnaires et administrateurs incompetents et de prendre nous-mêmes nos affaires en main. N'importe qui peut faire mieux qu'un incapable. En tout bon sens, il n'est nullement besoin d'un ou de plusieurs patrons incapables de mener convenablement les affaires, ni d'une clique de chefs ou de cadres pour nous servir de gardes-chiourmes.

Les travailleurs peuvent se suffire à eux-mêmes en pratiquant la gestion directe de leurs moyens de production. Bien sûr, dans un esprit égalitaire et d'entraide, sous peine de recréer sous des aspects différents leurs propres exploitations. Ce n'est pas « produisons français » qu'il faut crier, mais « produisons sans patron ».

La société anarchiste

Ces expériences de gestion ouvrière ne doivent pas demeurer isolées, ni s'insérer dans la recherche de la rentabilité et du profit qui dirige le système capitaliste, mais devenir l'élément d'un projet global de société : une société où tout pouvoir sera anéanti, dont les bases seront l'égalité économique et sociale, la liberté de l'individu. Une société où la notion de profit aura été effacée et dans laquelle la production sera réalisée en fonction des besoins de l'humanité. Une société où les travailleurs exerceront la gestion directe de l'économie et les habitants la gestion directe de la commune. Une société où l'Etat et la hiérarchie auront été supprimés et où la coordination de toutes les fonctions économiques et administratives s'effectuera suivant le mode du fédéralisme libertaire.

Liaison Tournon



Grande attraction dans le cirque électoral : les chiracomics



INTERVIEWS, shows télévisés et radiodiffusés, rassemblements, pèlerinage outre-atlantique... A quelques semaines des municipales, les leaders de l'opposition font le forcing. Incontestablement, dans ce genre de sport, Chirac se montre plus agile et prend des longueurs d'avance sur ses « amis » et néanmoins implacables rivaux, Giscard et Barre. Il faut dire que la mairie de Paris, conquise de haute lutte en 1977, constitue un superbe tremplin.

Avec toute cette agitation, les trois mousquetaires de la droite espèrent d'abord mobiliser leurs troupes pour le scrutin de mars et récupérer au moins une partie des « déçus du socialisme ». A quelques bavures près, comme à Lyon, l'opposition a réalisé son unité, mais, comme le soulignait André Passeron dans *Le Monde*, « les transferts d'opinions s'effectuent imparfaitement » et Chirac, en particulier, « se rend bien compte qu'il ne profite que partiellement de la désaffection dont souffre le pouvoir ». D'où la nécessité d'activer la campagne.

Outre les avantages de toutes sortes qu'apporte la conquête des mairies, une nette victoire aux municipales ne serait pas sans conséquences politiques, estiment ces messieurs qui tirent des plans sur la comète et trépigent d'impatience. Giscard, toujours aussi « conceptuel », décrit les scénarios possibles, tel autre politicien proclame qu'il est incapable d'attendre jusqu'en 1986... Après avoir déclaré à Nouméa que la gauche ne resterait pas plus de deux ans au pouvoir, Chirac, lui, se montre maintenant plus prudent et se refuse à échafauder publiquement des hypothèses. Mais son entourage laisse entendre qu'il faut être prêt à toute éventualité.

Donc, tous les propos et gestes des leaders de la droite ont une portée qui dépasse singulièrement le 6 mars. Chirac n'a manifestement pas d'inquiétude à avoir pour sa place forte de l'Hôtel

de Ville et il s'en sert admirablement pour donner à son personnage une stature d'homme d'Etat « mondialiste ». C'est ainsi que son écharpe de maire de Paris lui a permis de se faire inviter par son collègue de New York. Après un peu de footing à Chinatown et un petit déjeuner avec Kissinger, la pièce maîtresse, le but suprême du voyage n'a pris que quinze minutes : entretien avec Reagan et une poignée de mains sur le perron de la Maison Blanche, devant les caméras, avec des sourires qui ont fait étinceler la dentition des grands carnassiers. La conversation aurait roulé, nous dit-on, sur les différents aspects de la situation internationale et les perspectives économiques. En un quart d'heure ! Ces gentlemen sont très doués...

Bien entendu, ce que Chirac a recherché c'est sa consécration, à Washington, comme un chef d'opposition ayant toutes les chances d'arriver un jour à la tête de l'Etat. L'évolution de la situation économique aux Etats-Unis avec la récession, un déficit budgétaire record et douze millions de chômeurs ont quelque peu modéré l'enthousiasme de Chirac pour la politique de Reagan. Cependant, l'analogie demeure évidente entre les « reaganomics » et les grandes lignes du « plan de redressement » acclamé par le congrès RPR de la Porte de Versailles, avec la diminution des effectifs de la fonction publique, la compression des dépenses sociales, l'abrogation des impôts « anti-économiques » (plus-values, grandes fortunes), la révision du barème de l'impôt « pour ne pas pénaliser l'esprit d'initiative et de création », plus de « libertés » dans l'économie, l'enseignement, la « désétatisation » des entreprises publiques, etc. Autant de mesures qui vont dans le même sens que le « libéralisme » des dirigeants républicains d'outre-Atlantique. A tout cela, il faut ajouter une profession de foi atlantiste au moins aussi ardente que celle de Mitterrand, une

volonté proclamée d'augmenter encore les dépenses d'armement. Bref, tout un programme qui ne peut que séduire et rassembler les forces de la droite. Quant au « gaullisme », il n'en subsiste plus que l'actionnariat des salariés, la participation au capital, ce qui ne coûte rien, mais rassure quelques vieux fidèles.

Intronisé par Reagan, son programme étant précisé, Chirac montre qu'il est fin prêt pour l'alternance, celle-ci constituant une autre façon de gérer le système quand la méthode employée par le pouvoir en place a fait faillite. Pas plus que les « reaganomics » n'ont permis de relancer la machine économique des Etats-Unis, les « chiracomics » ne débouchent sur cette sortie du tunnel que l'ex-Premier ministre de Giscard nous avait déjà promis il y a belle lurette. Les programmes politiques peuvent refléter dans une certaine mesure les intérêts particuliers d'une caste. Ils flattent les goûts, répondent aux revendications de l'électorat qu'on veut séduire (quitte, par la suite, à enterrer les promesses...). Mais une fois au pouvoir, même si le langage et les méthodes diffèrent, la gauche comme la droite servent les intérêts fondamentaux communs à toutes les composantes de la classe dominante. Les politiciens ne peuvent en aucun cas résoudre des contradictions, trouver des remèdes à des crises qui ne disparaîtront qu'avec le système lui-même. Et dans la conjoncture présente, aux Etats-Unis comme en France, à droite comme à gauche, ils ne peuvent que faire payer les pauvres.

Pour les exploités, les opprimés, Chirac est évidemment un ennemi qui ne cherche même pas à dissimuler son visage. Ce n'est pas pour autant que les gouvernants actuels sont nos amis. Entre deux maux, on ne préfère pas le plus insidieux, on les combat tous les deux avec la même énergie.

S. BASSON

Service militaire : de l'exploitation à l'auto-embridagement

Un nouveau projet de loi relatif à l'objection de conscience devrait être voté par le Parlement, au cours des sessions 1982-1983. Cette nouvelle loi faciliterait l'accès à l'objection ; le nombre des appelés au service civil risque donc d'augmenter sensiblement...

Les affectations à l'ONF

Le bureau national du SNU-CFDT (1), lors de sa réunion du 23 novembre dernier, a pris connaissance des propositions du MOC (2), ainsi que d'une lettre d'objecteurs en affectation destinée au SNU-CFDT de la Drôme. Le bureau national rappelle donc que les propositions de certains objecteurs ne peuvent en aucun cas constituer une simple demande d'assouplissement des conditions de travail et d'affectation à l'ONF alors qu'ils se sont prononcés fermement contre l'affectation des objecteurs à l'Office : « Nous le disons depuis longtemps, l'ONF n'est pas une association d'intérêt général ; chaque objecteur à l'ONF, c'est un emploi de moins ; notre refus rejoint la lutte des objecteurs depuis dix ans contre les affectations autoritaires et pour un service civil libre et utile » (3).

Néanmoins, cette proposition ne fait pas l'unanimité chez les agents techniques CFDT de l'Office : « Les objecteurs apportent de l'aide aux communes pauvres qui ne peuvent pas créer des postes d'ouvriers forestiers à plein temps. »

Les propositions du MOC

L'objectif serait, en quelque sorte, que l'appelé s'intègre à son « service civil » :

- travail d'intérêt général, concours à des actions de « solidarité internationale » ;
- le poste prévu ne doit pas mettre en concurrence l'objecteur et le personnel salarié (4) ;
- le service civil comprend le droit à un temps consacré à des activités liées à l'objection de conscience ;
- l'objecteur doit pouvoir disposer d'un temps, durant son travail, pour une recherche et une pratique concernant une défense alternative...

De l'exploitation à l'auto-embridagement

D'après le Code du service national, il est certain que les objecteurs n'ont que le droit de se taire et d'obéir. Il arrive pourtant que les appelés s'organisent, distribuent des tracts antimilitaristes, tiennent des permanences, luttent contre le protocole d'accord Henu/Savary et participent à des actions diverses, notamment aux manifestations contre la construction d'une ligne THT (5).

Pour ceux qui n'ont pas la volonté de s'insoumettre ou de désertir, il est donc toujours possible de travailler à une libéralisation effective du statut. Mais dans *Le Monde libertaire* N° 449 (6), je précisai bien que la discussion en cours entre des associations d'objecteurs, les employeurs et l'Etat, sur d'éventuelles modifications de statut, ne changerait pas le fait que le conscrit sera toujours « l'esclave » de ses gouvernants et de ses employeurs.

Les propositions du MOC vont encore plus loin, car en cherchant à intéresser l'objecteur sur de nouvelles pratiques de défense, le MOC prend le risque de perpétuer sous de nouvelles formes tous les vieux clichés ayant rapport avec la patrie. Il ne faut pas oublier que l'objectif de la conscription obligatoire est bien l'embridagement de la jeunesse, et l'apprentissage (7) au respect de toute idéologie liée à la notion d'Etat. Une armée, qu'elle soit centralisée, hiérarchisée au maximum ou au contraire décentralisée, non violente, peut toujours rester l'outil idéal pour un pouvoir : préparer, conditionner l'individu à son exploitation.

En fait, il s'agit seulement de « changer la couleur de la façade ». Or, en tant qu'antimilitaristes, nous avons un objectif bien précis. Si les moyens pour y aboutir peuvent être multiples, il ne faut tout de même pas perdre de vue que la démilitarisation de notre société passera nécessairement par l'abolition de toutes les armées.

Christian

(1) Syndicat CFDT de l'Office national des forêts.

(2) Mouvement des objecteurs de conscience.

(3) Voir *Unité forestière* n° 104 (organe du SNU-CFDT).

(4) Cela implique d'avoir le statut d'un travailleur normal (salaire, droits syndicaux, etc.).

(5) Voir *Le Monde libertaire* n° 460 : THT-Histoire d'une lutte.

(6) Article : Service civil !

(7) Après l'école !

DEPUIS plusieurs semaines, les gazettes nous entretiennent d'une histoire dramatique qui se joue en plein air, sur la pelouse du stade de football de Saint-Etienne. Les journalistes ont emboîté rapidement le pas à leurs confrères spécialisés pour nous raconter en intégralité le mélodrame de l'association sportive de Saint-Etienne. Cette entreprise occupe, dans l'esprit de bon nombre de Français, une place privilégiée, et ce grâce à des titres de champion de France et de nombreux succès en coupe de France, mais surtout par le fait qu'elle s'est baladée aux quatre coins du vieux continent pour y semer un football qui a connu le sommet, il y a quelque temps déjà, en participant à une finale européenne.

La couleur du maillot de cette équipe allait déteindre sur l'ensemble de l'hexagone avec une rapidité surprenante ; de l'ouvrier breton, ému devant un geste technique d'un joueur, aux députés interrompant une séance à la Chambre pour suivre l'épopée stéphanoise, la France démocratique se levait d'un bond lors d'un but réussi. Cette expérience européenne que connaissait ce vieux club allait également permettre aux autres de profiter de la leçon et d'investir beaucoup d'idées et d'argent dans cette discipline qui compte aujourd'hui plus d'un million de licenciés. A partir de ce moment, des centres de formation s'ouvraient un peu partout, permettant de regrouper les jeunes talents régionaux et de les mettre en compétition pour découvrir un peu plus tard la perle qui devait émerveiller les foules. Dans cette infrastructure, beaucoup de gamins se sont cognés la tête et ont vu leur rêve se briser par manque de chance ou d'efforts ; ils se retrouvent aujourd'hui dans les agences pour l'emploi en se persuadant qu'ils auraient pu être le « nouveau Platini ».

Le football français, qui connaissait depuis près de vingt ans la lente traversée du désert, découvrait la solution à ses problèmes grâce aux matches gagnés par le club de Forez. Le nombre de spectateurs dans les stades s'accroissait et pulvérisait les records financiers lors de la venue de « l'idole verte » ; des clubs de supporters se créaient un peu partout, ce qui permettait d'écouler tous les gadgets nécessaires pour soutenir son club local. Des rivalités apparaissaient entre régions et les querelles de clochers revenaient dans l'esprit des supporters oubliant par là même le début d'une crise économique grave qui secoue, encore aujourd'hui, notre vieille planète. Le sport retrouvait son heure de gloire et le nationalisme pouvait s'exprimer avec sérénité lors de la qualification historique de l'équipe de France de football pour la coupe du monde qui se déroulait en 1978 dans les stades argentins encore chauds du sang des torturés. L'entente nationale se faisait sans heurt autour des exploits des gars de Geoffroy Guichard. Le secrétaire général du PCF se retrouvait à côté du maire de Paris, et ces deux lascars applaudissaient à tout rompre afin d'étouffer le tumulte du capitalisme malade.

L'ENJEU DU SPORT



D'autres clubs ont suivi le sillon vert avec plus ou moins de réussite : Nantes, Bastia, Sochaux se sont inscrits également dans la mémoire collective des supporters qui cognaient sur l'étranger en criant « Vive la France ». L'industrie, liée à ce sport, continuait sa progression ; les magnétoscopes, les sous-vêtements, les autocollants, les séjours en hôtel pour encourager le club, l'équipe nationale, enfin, se qualifiaient de nouveau pour la compétition mondiale qui se jouait, cette fois-ci, en Espagne avec les magouilles financières que l'on connaît.

Il est certain qu'à cette époque, le club de Saint-Etienne ne connaissait plus de réussite au plan international, que certaines vedettes s'exilaient ou se plaçaient sous des lumières plus avantageuses, que la firme imprimée sur le célèbre maillot avait dû déposer son bilan pour repartir en pseudo-coopérative de production et que les sièges du vieux stade coincé entre les bassins miniers ne se garnissaient plus comme avant. Mais ces indices, pourtant évocateurs, ne semblaient guère troubler les « scribouillards » des feuilles spécialisées qui nous promettaient des lendemains chantant.

Certes, la crise de ce club réputé n'est pas venue brutalement s'annoncer en caractères gras ; quelques personnes ont

été remerciées, comme l'ancien gardien de but yougoslave. Puis un juge d'instruction a eu le mérite de gratter un peu le vernis qui s'écaillait pour découvrir sans peine une importante opération financière frauduleuse. A partir de là, les événements vont se précipiter : de nombreuses convocations dans le bureau de ce serviteur de l'Etat vont montrer le visage de l'accusé qui n'est autre que le président du club, un homme à l'allure sympathique, mais aux dents longues et aiguisées, qui va se défendre par l'intermédiaire du conseil d'administration qui se chargera de faire tomber quelques têtes comme celle du recruteur général. La presse, jouant l'étonnée, se fait l'écho du scandale qui touche des notables régionaux, comme M. Durafour, ancien ministre, qui avouera avoir touché de l'argent du club pour soutenir ses campagnes électorales, comme ces industriels stéphanois qui ont plongé leurs grosses pattes dans la caisse noire du club : endroit à l'abri des tracasseries fiscales qui permettait surtout d'acheter des joueurs célèbres en leur glissant sous la table une partie de la somme à payer.

Les journalistes — personnes se prétendant honnêtes — ont surtout voulu démontrer le pseudo-conflit entre deux hommes aux conceptions soi-disant diffé-

majorité des joueurs va partir au printemps prochain pour monnayer, s'il en est encore temps, leur valeur sur le marché des transferts, et le stade en pleins travaux sonne le vide à chaque match.

Dans cette cité à la tradition ouvrière importante, les habitants, futurs électeurs, se mettent à gronder et à raconter à qui veut bien les entendre que les cocus de cette affaire ce sont eux et qu'ils ne vont pas remettre leurs galoches dans le stade avant bien longtemps. Cette situation ubuesque permet bien sûr d'épicer la campagne pré-électorale, et le maire communiste, M. Sanguedolce, n'y va pas avec le dos de la cuillère en dénonçant l'entraîneur comme un « fasciste de souche » et en imposant l'équipe municipale dans la gestion du club.

Hier, c'était l'Olympique de Marseille, avec ses magouilles financières qui mettaient dans la charrette un lot de notables aux étiquettes politiques variées ; aujourd'hui, c'est l'association sportive de Saint-Etienne, club à l'envergure européenne, qui se retrouve au ban de la société et qui est dénigré par l'ensemble du clan sportif qui ne peut que se désolidariser d'une situation pour le moins incommode.

Hier, c'était la mort de Simson, cycliste britannique se mourant sur les pentes du Mont Ventoux, à cause des produits pharmaceutiques. Aujourd'hui, c'est Omar Sahnoun, footballeur nantais qui s'écroule sur la pelouse par un arrêt cardiaque encore inexpliqué, et c'est toujours le silence honteux de la clique sportive et de sa presse couchée. Hier, c'était les déclarations fascistes de Pierre de Coubertin au cours de l'inauguration du stade de Berlin en 1936 ; aujourd'hui, c'est la mascarade nationaliste de Moscou dans le silence étouffé des Afghans et des Cambodgiens. Hier, c'était l'armée mexicaine qui tuait plus de deux cents étudiants sur la place centrale de Mexico à l'approche de l'ouverture de la farce olympique de 1970 ; aujourd'hui, c'est l'infrastructure kaki qui sert d'épreuves au rallye honteux Paris-Dakar.

Depuis toujours, le sport est une institution nécessaire et fondamentale du système capitaliste ; il est irréfutable qu'aujourd'hui l'institution sport est à critiquer comme composante du système étatique. Il est indéniable d'affirmer que le sport en tant que relais du système capitaliste est à abattre. Mais il faut aussi dire, et de façon déterminée, que les anarchistes ne sont pas opposés au développement physique et à l'organisation de rencontres amicales dans un but de détente et de connaissance complète de son corps et de l'ensemble de ses capacités.

Le sport, c'est avant tout faire la fête avec ses muscles en coordonnant des mouvements avec un esprit dénué d'intérêts ou de vengeance.

Aujourd'hui, le sport est aussi le relais du nationalisme et du profit, en détruisant de façon organisée ces deux valeurs négatives, nous retrouverons une activité absolument nécessaire à l'épanouissement de l'individu.

Roger
(groupe de Versailles)

Sur le mouvement ouvrier indépendant en U.R.S.S. et le S.M.O.T.

DEPUIS l'instauration du régime léniniste-stalinien, la classe ouvrière de Russie, d'Ukraine et des diverses nationalités de l'Empire, a tenté de tous temps de s'opposer à sa surexploitation par la partocratie dominante, cela avec plus ou moins de succès quant aux revendications, et bien souvent malheureusement avec de sérieuses pertes en hommes volontaires et dynamiques — les initiateurs des mouvements contestataires — soumis aux persécutions et répressions continues de la part du pouvoir. Le phénomène le plus intéressant de ces dernières années est la tentative de créer un mouvement ouvrier indépendant, par le biais d'un regroupement professionnel ou directement par un syndicat libre — le SMOT — dont l'existence et l'activité ont incommodé fortement les dirigeants du Kremlin jusqu'ici, à tel point qu'un ordre de liquidation formelle a été donné, et c'est ce qui a lieu en ce moment : les membres les plus actifs du SMOT sont un à un arrêtés, sous de fallacieux prétextes, puis condamnés et envoyés dans des lointaines contrées sibériennes.

Il nous paraît intéressant à ce propos de rappeler succinctement les efforts déployés depuis plusieurs années par les travailleurs soviétiques, afin de défendre leurs intérêts et de s'opposer à la politique hyperpatronale et policière des gouvernants léninistes.

Pour commencer, donnons quelques éléments d'information qui ne seraient peut-être pas connus par les lecteurs occidentaux : en URSS — la soi-disant patrie des travailleurs — chaque ouvrier possède obligatoirement un livret de travail où figurent tous les renseignements le concernant (métiers exercés, appréciations des employeurs, etc.). Ce livret doit être présenté pour chaque emploi postulé, inutile donc d'insister sur son importance. De même, il est impossible à chaque ouvrier — comme à tout citoyen soviétique en général — de voyager comme bon lui semblerait d'un coin à l'autre du pays ; il possède à cette fin un passeport intérieur qui doit être en règle avec les autorités locales (milice), ce qui ne peut l'être que s'il a un domicile et un travail reconnus dans la localité où il vit ou veut vivre. De là l'apparition d'un phénomène particulier : le mariage en blanc. Les gens se ma-

rient — moyennant finances sonnantes et trébuchantes — pour faciliter l'installation du « conjoint » dans telle ou telle ville ou localité, puis, après quelque temps, « divorcent » sans problèmes. Ajoutons encore que les travailleurs sont à la merci totale des dirigeants de leur entreprise ; si ceux-ci décident que le plan n'est pas suffisamment rempli, ils peuvent obliger les ouvriers à travailler davantage, que ce soit en augmentant la durée quotidienne du travail, soit en les faisant venir le samedi, soit encore en amputant leur salaire sous des prétextes quelconques, tout cela en s'en mettant plein les poches eux-mêmes sans aucun scrupule (la corruption est la reine incontestée du système).

Il n'est donc pas étonnant qu'avec des mesures de ce genre et les nombreux abus de cheffailons-bureaucrates du parti, de la milice ou des entreprises, beaucoup de gens, et surtout les travailleurs aient quelques raisons de se plaindre. Déjà du temps de Lénine, les « plaignants » avaient coutume d'aller à Moscou se plaindre auprès du « grand chef » des abus commis par les représentants locaux de son pouvoir. Cette habitude cessa, pour cause de grand danger, du temps de Staline, puis revint à la mode sous Krouchtchev, et perdura par la suite. C'est parmi le milieu de « plaignants » que naquit la première tentative de fonder une organisation de travailleurs qui aurait pour vocation de défendre — en toute légalité par rapport à la Constitution officielle — leurs véritables intérêts. A la suite de la chute de Krouchtchev et du retour systématique aux méthodes éprouvées auparavant, c'est-à-dire les abus et les exactions généralisées par tous les bureaucrates, le mouvement des « plaignants » s'amplifia massivement et ils vinrent très nombreux à Moscou assiéger toutes les instances dirigeantes : comité central du parti, le Soviet des ministres, le tribunal suprême, les rédactions des principaux journaux, etc. A la longue, Brejnev et ses commensaux réagirent brutalement et déclenchèrent la chasse par le KGB de tous les « plaignants ». Des prisons spéciales furent réservées aux plus acharnés d'entre eux d'où, après un séjour plein d'intimidations et de menaces, on les réexpédiait dans leur lieu d'origine. Ceux qui insistèrent le plus furent dirigés pour un

temps dans des asiles psychiatriques (étant bien entendu qu'ils ne pouvaient être « normaux » s'ils considéraient que tout n'allait pas pour le mieux dans le pays du « socialisme réel »).

Plusieurs des « plaignants », les plus tenaces, décidèrent, fin novembre 1977, ne pouvant se faire entendre dans leur propre pays, de s'adresser à l'opinion publique internationale, en organisant une conférence de presse à l'intention des journalistes occidentaux en poste à Moscou. Ils présentèrent un document signé par trente-huit travailleurs de vingt-quatre villes différentes, faisant état d'abus, persécutions et répressions de la part des autorités. En janvier 1978, deux cents autres travailleurs se joignirent au petit groupe, dont la figure la plus marquante était alors Vladimir Klébanov, un mineur de Donetz de 45 ans, qui avait protesté contre les cadences infernales et les journées de douze heures de travail au fond des mines, responsables de nombreux et très graves accidents (douze à quinze morts et six cents à sept cents blessés dans le puits où il travaillait, et cela seulement au cours d'une année) !

Le 26 janvier 1978, Klébanov et ses camarades rendirent publique aux correspondants étrangers la fondation d'un syndicat indépendant. Ce premier syndicat indépendant publia plusieurs documents contre-signés par deux cents travailleurs de 156 villes et localités différentes. Le grand défaut de cette première démarche fut d'opérer à visage découvert, ce que le pouvoir mit immédiatement à profit en arrêtant massivement les signataires des documents (on ignore encore à ce jour le sort de nombre d'entre eux). Par conséquent, cette tentative échoua rapidement. Plusieurs autres lui succédèrent, sans grand succès, dans la même année, ce jusqu'au 28 octobre 1978, où fut annoncée au cours d'une conférence de presse la fondation du SMOT (Libre Union interprofessionnelle des travailleurs) lequel tint compte des raisons qui avaient précipité la chute du syndicat indépendant, son devancier, en ne rendant publics que les noms des membres de son Soviet des Représentants, l'organisation étant constituée de groupes autonomes dans plusieurs localités et dans plusieurs professions différentes.

(à suivre)

Alexandre SKIRDA



Timbre-poste à la gloire du KGB mis en circulation en URSS à l'occasion du 50^e anniversaire de la Révolution. C'est le seul exemple connu d'une vignette postale consacrée à un service secret.

DÉCLARATION DU S.M.O.T.

Nous reproduisons ci-après l'adresse diffusée par le SMOT au moment de sa création :

« Déclaration.

Nous, militants du SMOT, sommes mandatés par ses membres pour rendre public ce qui suit :

Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas dans notre pays d'organisation représentant directement les intérêts des travailleurs et indépendante du pouvoir. Lors de la majorité des conflits, dont nous avons été informé, qui ont opposé les travailleurs aux organes du pouvoir, les premiers n'ont jamais pu faire respecter leurs droits légaux et leurs intérêts. Les causes sont les suivantes : la connaissance insuffisante de leurs droits, l'absence d'un soutien social possible, la crainte devant les menaces de répressions.

Le duel entre les travailleurs lésés dans leurs droits et l'administration est souvent rendu encore plus difficile par le formalisme et la corruption de l'appareil bureaucratique. Les dirigeants des syndicats officiels, dans la majeure partie des cas qui nous sont connus, prennent le parti de l'administration, trahissant ainsi, en dépit de leurs statuts, les intérêts des travailleurs, et n'apparaissant en l'occurrence que comme l'appendice de l'appareil gouvernemental.

Tenant compte de cela, le SMOT se donne pour but de défendre ses membres lors des cas de violation de leurs droits dans les diverses sphères de leur vie — économique, sociale, culturelle, religieuse, quotidienne et politique — ce par tous les moyens qui lui sont accessibles dans le cadre de la Constitution existante (en URSS) et des conventions internationales, ratifiées par le gouvernement soviétique. En particulier, le SMOT a l'intention d'examiner les fondements juridiques des plaintes des travailleurs, de faire connaître ces plaintes aux instances correspondantes, de collaborer à leur rapides solutions et, en cas de résultat négatif, de les faire connaître à l'opinion soviétique et internationale.

Pour assister les travailleurs qui ne sont pas membres du SMOT, celui-ci crée une commission ouvrière.

Il convient de remarquer que les tentatives de fonder des syndicats libres dans notre pays ont leur histoire. La dernière en date de ces tentatives remonte à la fondation, en 1977 et 1978, d'un syndicat indépendant et libre. Elle fut anéantie par la répression du pouvoir. Le SMOT poursuit son œuvre, en tenant compte en même temps de ses erreurs et défauts.

Le SMOT agit dans le cadre de la Constitution soviétique en vigueur. L'activité du SMOT correspond aux intérêts de la patrie et du peuple.

Le SMOT n'est pas une organisation politique et ne s'adresse pas aux gouvernements pour demander de l'aide. Il compte sur le soutien des travailleurs eux-mêmes, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Le Soviet des Représentants du SMOT : L. Agapov, V. Borissov, L. Bolkhonsky, A. Ivantchenko, V. Svirsky, A. Yakorev.

(Texte traduit du russe de Bulletin du SMOT, n° 32, février-mars 1982, pages 1 et 2.)

Alexandre SKIRDA

BELGIQUE

INFOS

EN ce début d'année, la situation sociale reste dominée par la croissance du chômage et la baisse des salaires. Le chiffre des 470 000 chômeurs est atteint, les 50 000 « pointent » à l'horizon... (mauvais jeu de mot).

Le 2 janvier, les neuf cents employés des Galeries Anspach ont appris par la radio que leur entreprise était en faillite et qu'ils étaient chômeurs. Dur lendemain de réveillon ! Depuis lors, les sièges de Bruxelles, Charleroi et Mons sont occupés par les travailleurs qui détiennent la marchandise en otage. On savait que les Galeries Anspach se portaient mal. Il faut dire qu'elles ont été un moment la propriété des frères Williot. Ils n'ont pas laissé grand-chose derrière eux, les « brothers ». Le curateur de la faillite attend des propositions de reprise. Au mieux, on peut s'attendre à la reprise du siège social de Bruxelles (350 travailleurs). C'est le seul à ne pas être en déficit.

Une autre bonne nouvelle vient de la bouche du Premier ministre Martens, qui annonce froidement à la RTB-F que dix mille métallurgistes vont perdre leur emploi en 1983 dans la région wallonne. Cela promet un beau remue-ménage à Liège et à Charleroi.

Il ne manque plus qu'une nouvelle dévaluation. Elle est probable. Elle est dans l'air. Ce fera un beau chambardement. Le gouvernement actuel n'y survivrait pas. Déjà des tensions se font jour entre les libéraux et les sociaux-démocrates. On n'attend plus que l'entrée des socialistes dans un gouvernement d'union nationale...

ARGENTINE

NOUVELLES

L' ARGENTINE vit une situation dramatique. Lorsqu'il a pris ses fonctions, peu de temps après la chute de Port Argentine aux Malouines, le nouveau président avait promis, au plus tard pour le premier trimestre de 1984, que le pays verrait le transfert du pouvoir à un « gouvernement démocratique élu par le peuple » et le retour à de libres activités politiques. Ces propos ont été bien accueillis, et beaucoup d'organisations clandestines sont sorties de l'ombre.

Le nouveau statut des partis politiques les obligent à se réorganiser selon des cadres rigides qui n'existaient pas auparavant. Le gouvernement tient sous sa coupe les partis politiques qu'il oriente vers les plus étranges alliances ou concertations. Ainsi, il est prévu une rencontre entre les militaires et les dirigeants ouvriers.

Pendant ce temps, les mili-

taires cherchent à dissimuler le problème des disparus qui, selon certains institutions internationales, pourrait atteindre le chiffre de 15 000 à 30 000 personnes. A noter également la désinformation organisée à propos des Malouines, la dette extérieure qui est passée de neuf mille millions en 76 à quarante mille millions en 82. Mais la grande terreur des militaires, c'est de voir se ranimer la subversion. C'est pourquoi ils traitent avec les dirigeants syndicaux véreux afin de réorganiser les syndicats uniques sur une autre base, plus propice au morcellement et au contrôle du peuple.

Malgré la levée de l'état de siège, le gouvernement considère que toutes les conditions ne sont pas réunies pour libérer les prisonniers susceptibles de perturber l'ordre. Quelques dizaines de détenus ont été libérés, mais des centaines sont encore sous les verrous, la

plupart depuis huit ans.

L'économie ne peut pas être plus basse. Le dollar, qui s'échangeait en janvier à un taux de 19 000, est aujourd'hui au taux de 39 000. Cette dévaluation, prévue pour soulager et éviter la banqueroute du secteur industriel, a pour conséquence une augmentation terrible du coût de la vie : le prix de la viande, principal aliment du pays, a été multiplié en quelques mois par sept, le prix des chaussures par huit. Le pouvoir d'achat, malgré une augmentation des salaires, a été réduit d'au moins 30%. Les sous-prolétaires sont estimés à 1,5 million.

De nombreuses personnalités, comme Borges, estiment que les militaires remettent le pouvoir aux civils afin de se décharger de leurs responsabilités, afin de mieux revenir, prétextant la faillite inévitable des partis politiques.

Fédération libertaire argentine

CHILI

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE S'ORGANISE

IL est toujours agréable d'apprendre que le mouvement anarchiste renait dans un pays où on le croyait abattu par la dictature. Au Chili, il tente de s'organiser depuis plusieurs années, malgré une répression toujours impitoyable, mais à la faveur d'une crise économique profonde dont les militaires sont les premiers responsables.

C'est en 1979 que fut créé le PAS (Pensée et Action socialiste). A ses débuts, ce fut le regroupement de tendances politiques différentes. Avec des camarades qui étaient depuis longtemps des militants libertaires, se groupèrent d'anciens libertaires qui, au moment de la candidature Allende en 1970, s'intégrèrent à l'Union populaire en tant qu'indépendants, puis plus tard à un jeune parti, le MAPU. L'éclatement du Parti socialiste en de multiples fractions a donc favorisé le renforcement du mouvement libertaire, puisqu'on retrouve une de ses fractions à l'intérieur du PAS.

Le PAS apparaît donc comme un renforcement du mouvement libertaire, en ce sens qu'il mord assez largement sur une frange de militants déçus par l'échec de la stratégie de l'Unité populaire et l'incapacité de celle-ci à organiser la résistance à la dictature.

Nous avons reçu la « Déclaration de Principes » du PAS, élaborée au cours d'une réunion

nationale tenue en juillet dernier à Santiago. Cette courte déclaration reprend avec beaucoup de clarté tous les thèmes anarchistes. Le but du PAS est de « détruire la société capitaliste et la misère qu'elle engendre, en organisant un nouvel ordre social basé sur la libre association des hommes, sur l'entraide pour la fabrication des richesses à usage collectif et sur le contrôle ouvrier de la planification, de la production et de la distribution des biens. »

Sur les moyens d'action, le PAS se réserve la possibilité de les adopter à la situation, n'en excluant aucun. Reprenant à son compte « l'expérience internationale du syndicalisme révolutionnaire », il proclame la nécessité de « rompre avec les habitudes politiques de la démocratie républicaine bourgeoise » et « avec les habitudes du syndicalisme traditionnel caractérisé par sa structure bureaucratique ». « Nos moyens sont la réflexion collective, l'analyse critique et permanente de la réalité, l'action directe, par laquelle l'homme

est acteur et responsable, le contrôle permanent des dirigeants et leur révocabilité ».

Naturellement, les nécessités de la lutte clandestine leur ont imposé le choix d'un certain type d'organisation, impliquant la primauté des décisions collectives sur les actes individuels, aucun des militants ne pouvant individuellement s'arroger le droit de mettre en danger, par ses initiatives, la sécurité de ses camarades.

Dans un document élaboré en novembre 82, le PAS analyse la situation du régime et considère que la junte militaire se trouve aujourd'hui devant une alternative qui se précise de jour en jour : soit accepter l'ouverture démocratique bourgeoise permettant de faire accepter le consensus social, soit le renforcement de la révolution nationaliste avec l'accentuation de la répression. Sans jouer les devins, les militants du PAS estiment que la recherche d'une ouverture politique démocratique est la plus probable et ils espèrent que dans ce cas la lutte pour abatte

le capitalisme pourrait se développer fortement. « Le peuple est partie intégrante de cette crise, principalement parce que c'est lui qui en supporte les conséquences. Même si les différentes issues non populaires à la crise affectent le peuple de manière différente (certaines lui plaisent plus que d'autres), aucune d'elles ne représentent une solution réelle à ses problèmes ».

Enfin, après avoir dénoncé les prétendus démocrates qui sont prêts à conclure des accords avec la dictature sur le dos du peuple, le PAS conclut par un appel à développer l'autonomie de classe du peuple, à renforcer les organisations syndicales ainsi que les regroupements de quartiers et de villages pour lutter contre la dictature.

« Non à la solution de rechange bourgeoise ! Non au fascisme ! Non au défaitisme ! Renforçons l'organisation du peuple ! Le peuple s'organise pour lutter pour un Chili socialiste, révolutionnaire et libertaire ! »

Santiago du Chili, novembre 82



LA PRÉTENDUE DÉCADENCE ANARCHISTE

Le texte d'Elisée Reclus que nous reproduisons ci-dessous a été publié le samedi 2 avril 1904, dans le journal fondé par F. Domela Nieuwenhuis *De Vrije Socialist* (Le Socialiste libre). Bien qu'assez peu connu en France, Nieuwenhuis est un personnage historique du mouvement anarchiste néerlandais. Au cœur du mouvement socialiste de son temps, correspondant avec Marx, Liebknecht, Engels, Babel, ayant même rencontré le vieux Considérant à Paris, il se dépense sans compter, afin de propager l'idéal libertaire aux Pays-Bas. Il fut le premier à publier un ouvrage important — *Le Socialisme en danger* — sur le thème : la social-démocratie contre la révolution. Anarchiste d'une très grande rigueur morale, F.-D. Nieuwenhuis resta jusqu'à la fin de ses jours un antimilitariste conséquent et très actif. A sa mort, ses funérailles furent peut-être la plus impressionnante manifestation de l'histoire du mouvement ouvrier néerlandais. Des dizaines de milliers de personnes rendirent, dans les rues d'Amsterdam, un dernier hommage à celui qui se dépensa sans compter pour l'émancipation du monde du travail. Il n'est pas inintéressant de noter que sur le plan des idées, l'évolution idéologique de Nieuwenhuis et de Reclus sont parallèles ; en effet, tous les deux sont passés du protestantisme à l'anarchisme.

Terminons simplement en précisant que le texte de Reclus dont il est question fut publié, non pas en néerlandais, mais intégralement en français.

Un journaliste libertaire de Paris a poussé récemment un cri de rappel angoissé à propos de la décadence dans laquelle l'anarchie serait déjà tombée et menacerait de s'engloutir. Plusieurs de nos camarades ont été troublés dans leur quiétude à l'ouïe de cette voix, d'ailleurs fort éloquente, et ils se sont adressés avec une certaine anxiété à ceux de leurs amis qu'ils croyaient plus au moins autorisés par leur expérience et leurs études à formuler une opinion personnelle, peut-être plus optimiste.

N'ayant pas lu toutes ces réponses, il me serait difficile de hasarder un jugement sur l'impression générale qui s'est dégagée de l'ensemble des milieux anarchistes. Il me semble toutefois que la plupart des compagnons n'ont pas été ébranlés dans leur belle humeur de confiance et de résolution ; ils ne frémissent pas d'épouvante à la pensée de rester bientôt seuls, hagards et faméliques, sur un autre radeau de la *Méduse*, perdus dans un océan sans bornes. J'ai même rencontré des amis animés d'un entrain joyeux et se disant encouragés dans leur espoir par les événements mêmes. Depuis l'époque, encore très rapprochée de nous, où le mot « anarchie » dans le sens de « société sans maître », ouvrit de force les pages des lexiques officiels, il leur semble que le progrès a été vraiment très considérable, quoique fort inégal dans ses allures. Si, par un soudain prodige, il était possible de dresser une statistique de ceux qui se proclament « anarchistes », consciemment ou inconsciemment, le nombre en serait certainement décuplé, il serait centuplé peut-être de celui des hommes dont la pensée libertaire était représentée aux réunions de Genève, de La Haye et de Imier.

Dans ces derniers temps, une diminution apparente peut s'être produite, mais qu'importe, puisque tant d'individus, dont nous nous serions bien passé, avaient obéi au prestige du mot, sans se préoccuper au fond de la chose que ce mot représentait. On vit même un temps où il était mode dans la société élégante de se

dire anarchiste pour effarer le bourgeois et faire sauter les douairières sur leurs fauteuils de velours. On prenait des airs mystérieux qui répandaient en même temps l'effroi d'un intérêt satanique de curiosité : les fumistes étaient à la fois poètes et porteurs de bombes, laissant deviner par d'habiles réticences qu'ils travaillaient avec des compagnons ténébreux à la fabrication de « marmites à renversement ». C'était alors le beau temps pour émouvoir les dames d'un double frisson d'admiration et de terreur, et préparer ses futurs effets dans le monde littéraire, au théâtre, au salon, dans les cénacles qui mènent à l'Académie. Des croix d'honneur, des pensions, des sous-préfectures, des missions à l'étranger ont eu raison de tous ces anarchistes de la première heure. Ne faut-il pas nous en réjouir ? Plus nous serons débarrassés de faux frères, de camarades douteux, de compagnons qui nous servent et nous trahissent du même coup et plus nous aurons à nous féli-

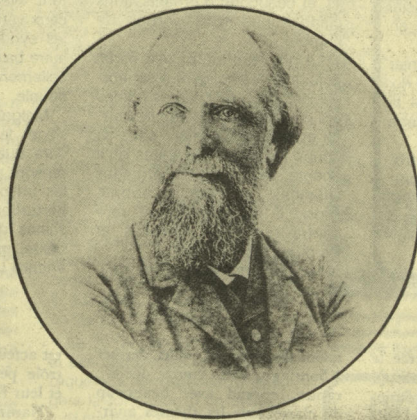
ci, toute loi perversissent le maître et le sujet, et qui, prenant ce point de départ pour leur activité, ne travaillent qu'en égaux, tendant tous leurs muscles et leur volonté vers le renversement des oppresseurs et le relèvement des humbles.

Ce n'est point une sinécure, un métier de bras-croisés, quoi qu'en disent les gens fort occupés à triturer la matière électorale et à jongler avec les bilboquets politiques. La vie de l'anarchiste correspond à sa valeur morale tout entière, car il donne tout ce qu'il a, d'une part en lutte, de l'autre en propagande. Les exemples abondent autour de nous de vaillants qui ont tout sacrifié, le bien-être, la famille, la liberté. Combien parmi nos camarades peuvent nous raconter les horreurs de la prison, celles des bataillons d'Afrique, des bagnes du Maroni ou de la Montagne d'Argent ? Combien surtout, dont l'existence de misère ou de torture, devant des tables sans pain et devant les berceaux vides, ne fut pas aussi dramatique, mais qui n'en fut pas moins poignante ?

D'ailleurs, tout cet héroïsme n'est que le décor naturel produit dans la société contemporaine par l'énergie des convictions, et cette énergie des convictions quelle peut en être l'origine, si ce n'est l'évidence de plus en plus claire de la vérité ? La science progresse. Chaque jour, elle nous révèle des faits nouveaux, fruits de l'observation et de l'expérience et dus par conséquent à l'initiative personnelle des chercheurs, ce qui est de nature essentiellement anarchique. Chaque jour, elle nous enseigne à classer toutes ces connaissances nouvelles suivant un ordre logique, indépendant de toute routine, de toute tradition aristotélicienne ou autre, et ceci encore est de l'anarchie pure. Chaque jour, le monde intellectuel et moral change d'axe, prenant pour régulateur de son évolution, non plus seulement le caprice des rois, le dogme des prêtres, les redites de l'école, mais les conditions économiques et sociales d'un milieu, de mieux en mieux étudié. N'est-ce pas aussi de l'anarchie, quoique non consciente ?

Enfin, parmi les malheureux, qui sont jetés par le destin en dehors du fonctionnement normal des sociétés et qui sont connus sous le nom si juste de « déclassés », la proportion de ceux qui sont amenés à se demander les causes de leur situation et qui se les expliquent scientifiquement, s'accroît forcément en raison même des progrès de l'instruction et se trouvent ainsi, parmi la marche inéluctable des choses, enroutés dans la voie de l'anarchie. Par un double mouvement de convergence, c'est-à-dire à la fois par les progrès de la science objective et par l'évolution subjective des individus, la part de la conception anarchiste dans l'idéal humain grandit incessamment et, chose curieuse, paradoxale en apparence, l'union des idées et des volontés en vue d'une œuvre déterminée se fait d'autant plus étroitement que les individus se différencient, se personnalisent plus énergiquement dans leurs tendances.

N'ayant aucun maître à combattre, ils s'unissent d'autant plus volontiers avec leurs égaux. L'immensité même de leurs désirs entraîne parfois quelques-uns d'entre eux à se désespérer, à se parler de « décadence anarchiste », mais le courant même de l'histoire leur donne tort et, malgré les petites oscillations du moment, nous voyons le faisceau des volontés révolutionnaires grossir de plus en plus, également éloigné en moyenne des Nietzsche qui veulent écraser les faibles et des Tolstoï qui nous disent de ne point résister aux forts.



Elisée Reclus

citer d'être laissés à nous-mêmes, à la poursuite de nos idées et à la réalisation de nos œuvres.

C'est une loi de la physiologie qui le veut : après la période d'ingestion vient celle de la digestion, autrement importante et la seule qui compte pour l'assimilation des principes nutritifs. L'homme ne semble plus aussi affairé qu'au moment du repas, mais c'est alors que se renouvelle sa vie.

Quel charme de plus, si le nombre des anarchistes prétendus tels pouvait diminuer de tous ceux qui, malgré leurs principes, ne dédaignent pas de se faire des préceptes dogmatiques et fondateurs de parti ! La vanité l'emporte si facilement sur les meilleures résolutions que maint camarade se laisse aller à pérorer sur les sujets les plus divers, sans bien les connaître, et groupe volontiers des camarades autour de lui comme pour se faire autant de disciples. En cela maint anarchiste ne ressemble que trop aux politiciens. Mais que peuvent les déclarations de foi pour changer les caractères et les mœurs ! Aussi faut-il constater chaque année un certain déchet de discours et de journalistes que peu à peu les « mauvais bergers » ramènent sur les sentiers battus.

Restent les anarchistes qui le sont jusqu'à la moëlle des os, ceux qui pensent foncièrement que tout-pouvoir,

expressions

L'AIDE A LA CRÉATION

Le nouveau gouvernement a mis en place des mesures d'aide à la création. Cette aide est donnée aux créateurs qui en font la demande à des services du ministère de la Culture, sur présentation d'un projet précis appuyé par un dossier complet.

Malheureusement, le propre du créateur est d'avoir l'esprit en perpétuel mouvement. Il mettra un projet sur pied et il le présentera, mais en même temps que le projet fera le tour du circuit administratif, le créateur, lui, ne s'arrêtera pas de

penser, de modifier son projet dans sa tête, voire d'en inventer d'autres similaires, et au moment où il recevra l'argent pour réaliser son projet initial, celui-ci n'aura plus d'intérêt pour l'auteur ni plus aucune motivation pour le réaliser.

Un créateur doit réaliser rapidement ce qu'il imagine, parce qu'il imagine de façon continue. Ce système absurde d'aide à la création est peut-être involontaire et tiendrait du fait que ce genre de décision est pris par des personnes extérieures au métier.

Ce système absurde est peut-être voulu, pour sélectionner les artistes suffisamment dociles pour se plier à cette règle, ce qui permettrait à l'Etat et au marché de lancer une nouvelle fournée d'artistes suffisamment disciplinés pour ne pas ruiner dans les brancards. Ce qui fait qu'une fois de plus le grand public ne connaîtra des artistes contemporains que les plus insipides.

Cette formule d'aide à la création va également brider la création par d'autres moyens, et notamment l'autocensure. En

effet, l'artiste devant passer par tout un système sélectif, essaiera de se conformer, volontairement ou non, à ce qui lui paraîtra être les critères lui permettant d'obtenir l'aumône du ministère.

Mais l'aspect le plus dangereux de cette aide est qu'elle est directe, donc que l'Etat a un moyen de pression direct sur la forme et le fond de la création. D'autres Etats, dans d'autres circonstances, ont voulu aider leurs créateurs et ils l'ont fait efficacement, sans intervenir directement ; par exemple par

des mesures incitant à l'achat. L'intervention directe de l'Etat sur la création est donc voulue, et ce n'est pas étonnant. Il est en effet de plus en plus clair pour tous que notre gouvernement de gauche est ouvertement autoritaire.

Le danger de cette nouvelle politique d'incitation à la création est que si elle s'amplifie, l'Etat ne devienne le seul recours financier à la création et que nous en arrivions à un art d'Etat.

Servin
(plasticien)

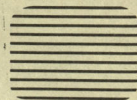
Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 2 février : de 18 à 19 h et de 20 h à 22 h : retransmission du gala « les adieux du Vent du Ch'min au poète Gaston Couté ». Avec Marc Robine, Jacques Florencie, Gérard Pierron et Bernard Meulien.
- « Lycée-les s'exprimer » (19-20 h) : des lycéens de retour de Pologne.
- Jeudi 3 février : « Sans frontières » (22-24 h) : la poésie italienne.
- Vendredi 4 février : « La bourse ou la vie » (rubrique des consommateurs, 10-12 h) : le papier recyclé.
- (13-14 h) : Michel Ragon commente le livre *Un ouvrier mineur qui s'ennuie* et parle de l'Exposition universelle de 1989.
- « Le magazine pour rire » (14-18 h) : avec Paule Lacan (poésie), Sylvie Pereira (Miss France 79 l), Béatrice Gostantini (Les *Mangeuses d'hommes*, actuellement au Café d'Edgar), Gil Cerisaie ;
- (18-19 h) : infos avec le « front des radios libres » ;
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : la Ligue des droits de l'homme sur le thème : droits économiques et sociaux.
- Samedi 5 février : « Croissant-Show » (9-12 h) : du blues, du blues...
- (22-24 h) : retransmission du concert de « Clair Obscur », au Paci Kao et interview.
- Dimanche 6 février : Jazz en liberté » (17-20 h) : dominique, un jeune musicien ;
- « Trisomie 21 » : (20-24 h) : invite le fanzine « Gloria ».
- Lundi 7 février : « Grand angle » (le magazine de l'image) : avec, de 14 à 16 h : J. Loader pour le film *Atomic Café*, « le meilleur film d'humour noir depuis *Docteur Folamour* » ; et de 16 à 18 h : un panorama de expos photos à Paris.
- Mardi 8 février : « La mémoire sociale » (10-12 h) : les anarchistes et les élections.

SELECTION RADIO-TELEVISION



RADIO



TÉLÉVISION

— *France-Culture* : le 3 février à 20 h : *Le Jour vient et la nuit aussi*. Le problème de la responsabilité des scientifiques.

Le 4 février à 20 h : *Tu écraseras le serpent*. Un récit sobre, dense, de Yachar Kemal.

Le 5 février à 16 h 20 : Une nouvelle théorie anarchiste de la connaissance. Rassurez-vous, il ne s'agit que de présenter l'œuvre d'un faussaire de l'épistémologie, qui n'a d'anarchiste que le nom et qui n'a aucune proposition pour une théorie de la connaissance. Circulez, il n'y a rien à voir ! Il s'agit de Paul Feyerabend !

Du 7 au 18 février : les chemins de la connaissance : *Max Weber ou le refus des systèmes*. Dix émissions prévues.

Le 7 février à 21 h : la pensée d'Alexis de Tocqueville.

Le 8 février à 20 h : dialogues : *Comment interpréter les radios psychiques ?*, avec Roger Pillaudin.

— *TF1* : le 5 février à 15 h 30 : *Clipperton, île de la solitude*. Une extraordinaire tragédie sur la plus isolée des îles de l'Océan Pacifique (c'est une reprogrammation).

Le 6 février à 20 h 35 : *L'Horloger de Saint-Paul* (1973). Le film qui a fait connaître Bertrand Tavernier. Un face-à-face remarquable : Noiret/Rochefort.

Le 7 février à 22 h 05 : *Les Perses*. Une des grandes pièces d'Eschyle, mise en scène par Jean Prat.

Le 8 février à 20 h 35 : *L'An quarante, ou un peuple et ses fantômes*. Libre chronique d'une année oubliée. Sûrement une émission remarquable (et rare) sur TF1, d'après les documents écrits et sonores de l'époque.

— *A2* : le 7 février à 20 h 35 : *Musiques au cœur : Viva Verdi*. La musique et la politique à travers la vie tumultueuse de Giuseppe Verdi.

Le 8 février à 20 h 40 : *Quand la ville dort* (Asphalt Jungle) de 1950. Une des plus brillantes réussites de John Huston.

Le 9 février à 14 h 05 : Carnets de l'aventure : l'ascension du Manaslu, 8 156 mètres dans l'Himalaya.

— *FR3* : le 5 février à 20 h 35 : *La Veuve de l'Estaque*. Un thème d'Andromaque transposé à Marseille au XX^e siècle. Transposition, mais pas trahison.

Le 6 février à 20 h 35 : début d'une série de trois émissions : *Le Choc des énergies*. Aujourd'hui : *Le temps des prisonniers*.

Le 7 février à 20 h 35 : encore une série, de quatre émissions celle-là : *Le Fou du désert*, sur la vie de l'homme qui « inventa » le pétrole au Sahara : Conrad Killian.

Le 8 février à 20 h 35 : *Guerre et Paix* (1966), dans une réalisation de Serge Bondartchouk, d'après Tolstoï.

THÉÂTRE

« KREHLER »

S'IL n'y avait qu'un mérite à saluer dans la pièce donnée en ce moment au Théâtre de la Bastille, *Krehler*, ce serait celui de l'innovation.

En effet, son auteur, Georg Kaiser, est peu connu en France, et il mériterait, certes, de l'être davantage. Mais, à l'attrait de la nouveauté, s'ajoute la beauté des décors et l'harmonie des costumes.

Au premier abord d'ailleurs, la mise en scène, le jeu des acteurs, donnent à croire au vaudeville. L'histoire est simple : un petit fonctionnaire tâillon et sa femme marient leur fille. Le directeur du bureaucrate lui accorde une journée de congé pour se remettre de ses fatigues. A partir de ce moment, l'histoire déraile. Krehler, l'employé, ne reconnaît plus sa ville, son appartement. En lui monte le désir de connaître le monde, l'aventure, que toute une vie de salariat avait cachés.

A ce soudain besoin d'évasion va s'opposer la conspiration de la famille et du patron, peudeux de voir s'échapper un aussi bon travailleur. Krehler, douché, prisonnier de sa famille, n'aura que la ressource des rats en cage : le suicide.

Autant dire que le sujet de la pièce est aussi éloigné que possible du vaudeville, et que l'art du metteur en scène, Robert Gironès, a consisté à jouer de ces deux extrêmes : le divertissement et la pièce philosophique. L'avantage est que le spectateur peut aussi bien se divertir et apprécier la beauté du spectacle que réfléchir.

Colette

Krehler, au Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris-11^e, tél. 357.42.14. Tous les soirs à 21 h, matinée dimanche à 17 h, relâche dimanche soir et lundi.



CINÉMA

« TRAVAIL AU NOIR » de Jezy Skolimorsti

UN film polonais, réalisé en Angleterre, arrive sur nos écrans et me semble, à bien des égards, à ne pas manquer. Je ne ferai pas ici une critique de ce film, mais j'essaierai de vous inviter à aller le voir.

Une équipe de quatre travailleurs polonais emmenés par un chef (Jeremy Irons, remarquable) arrive à Londres en décembre 81 pour repeter à bas prix une maison que leur patron a achetée. Et très vite l'ensemble des moyens mis en œuvre dans les 'pays de l'Est pour maintenir les travailleurs sous le joug de l'exploitation va se mettre en place sous nos yeux. Désinformation, séquestration, rationnement, etc., jusqu'à la nouvelle du coup d'Etat qui poussera le « héros » à déchirer les affiches de Solidarnosc, à empêcher ses copains de communiquer avec leurs familles, à censurer leur courrier et l'obligera à des trésors de débrouillardises pour les nourrir et les empêcher d'apprendre la nouvelle.

C'est un film remarquable car tout en finesse, aux antipodes du message appuyé d'un Wajda, son compatriote. Jezy Skolimorsti retrouve les allusions d'un Chaplin, nous faisant rire d'un drame et créant par là même la culpabilité qui vient immédiatement stopper le rire pour créer l'interrogation et la révolte.

J.-C. BARRETTE

NOTES DE LECTURE

« Les Lèvres mortes » de Ingrid Nahour

UN cri est apparu au milieu du ronron de la littérature de salon de ces années de roses dont l'art a la fadeur et le parfum de ces fleurs sans épines. Je ne m'essayerai pas à une critique de ce livre ; ce serait aller à l'encontre des choix de son auteur et d'ailleurs ce serait un panégyrique qui rappellerait le passé militant dans notre organisation de son auteur. Son bouquin parle de lui-même, et nulle voix ne pourrait ajouter ou expliquer ce qu'est écoule-met de douleur, hurlement et appel au secours dans ce Voyage au bout de la nuit, un titre de Céline. C'est peut-être que ce livre m'y a renvoyé de bout en bout, et si comparaison il y avait à faire, je n'hésiterais pas. Alors, le but de cet article est de vous donner envie de vous précipiter sur le bouquin d'Ingrid ; quelques citations prises au hasard y suffiront, j'en suis sûr :

- « Mes parents n'étaient pas monstrueux, ils étaient Français » ;
- « Suis-je une volute échappée des crématoires de Pologne ? J'ai quelquefois essayé de me retourner la peau pour voir si celle-ci était noire, jaune, ou rose » ;

- « Les enfants tuent sans permis de chasse » ;
- « Vivre, c'est fuir son passé en ignorant que le pire se conjugue au futur » ;
- « L'amour est une insomnie à deux » ;
- « Mon groupe Sanguin, désespoir positif » ;
- « L'hygiène me répugne. Les peaux devraient se retourner et non se laver. Depuis les nazis, tous les bourreaux sont propres ».

J'arrête là les citations. Je pense que cela suffira pour vous donner envie de vous précipiter chercher ce bouquin. *Les Lèvres mortes* (1). Tu nous dis être née à 19 ans et avoir 10 ans ; alors continue à gueuler Bouchnouck, des gens t'entendront et se décideront peut-être à foutre un grand coup de pied dans cette fourmière immonde que tu nous décris, pour construire autre chose.

En tous cas, merci pour ce formidable pavé dans la gueule de cette société que tu rejettes, et à bientôt puisque tu nous promets la suite.

J.-C. BARRETTE (groupe du Havre)

(1) Aux éditions Papyrus.

LA COLÈRE DANS LES PRISONS

DIS-MOI COMMENT TU ENFERMES... ... JE TE DIRAI QUI TU ES !

De la grogne à la cogne

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les prisons françaises étaient calmes. L'état de grâce ambiant semblait les avoir touchées elles aussi. Il faut dire que certaines mesures spectaculaires avaient été prises. La peine de mort avait été abrogée. Les QHS avaient été supprimés. Une réforme générale avait été promise.

Bref, les prisons françaises attendaient que le changement se mette peu à peu en place. Les prisonniers avaient confiance. On leur avait promis. Il suffisait de faire preuve d'un peu de patience ! car, n'est-ce pas, les pesanteurs sociologiques ! Et donc, les galériens de l'enfer carcéral ramaient en silence, les dents serrées, mais avec l'espoir au cœur. Bientôt !...

Et puis, il y a une quinzaine de jours, la température se mettait à monter brusquement. Les unes après les autres, les taules avaient la fièvre. Le 15 janvier, à Fleury-Mérogis, une quarantaine de détenus se tailladaient les veines pendant la promenade. Le 19, aux Baumettes, à Marseille, trois cents prisonniers occupaient les toits pendant deux heures. Le 20, à Nîmes, une cinquantaine de détenus refusaient de regagner leurs cellules. Le même jour, à Melun, une cinquantaine de taulards faisaient la grève des ateliers. Le 21, à Bastia, une trentaine de prisonniers manifestaient dans la cour de la prison. Le 22, aux Baumettes, neuf cents détenus remontaient sur les toits d'où ils étaient chassés avec brutalité par les CRS. Le même jour, à Fleury-Mérogis, cinquante-sept prisonniers se tailladaient les veines, une semaine jour pour jour après leurs camarades. Le 23, à la maison d'arrêt de Beauvais, trente des quatre-vingt-dix détenus refusaient de regagner leurs cellules. Au même moment, à Nice, une centaine de prisonniers montaient sur les toits...

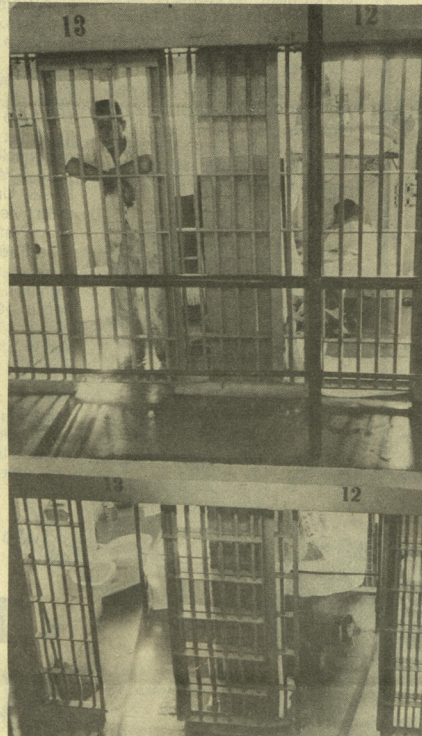
Comme on le voit, la colère des prisonniers s'étendait comme une traînée de poudre. Les unes après les autres, les maisons d'arrêt sont touchées par la contestation. Une contestation pacifique, il faut le noter. Les détenus se taillaient les veines, occupent les toits..., mais ne se livrent à aucune violence ou dégradation. Une contestation digne de bien des égards. Les détenus en colère réclament l'application, dans les délais les plus brefs, des mesures annoncées par Badinter..., le 13 décembre 1982. Ils réclament leur dû, donc. Et en réponse à leurs revendications, eh bien on leur a servi le scénario de toujours : la répression, les grenadages, la suppression des parloirs et des permissions de sortie... A la grogne pacifique, digne et légitime, les socialo-communistes n'ont su répondre que par la cogne.

Le réformisme entre le marteau du changement et l'enclume de la continuité

Lors des campagnes électorales de 81, les socialistes et leurs ex-futurs ennemis communistes avaient promis beaucoup de choses en matière de justice sociale et de justice tout court. Beaucoup de choses, mais rien de très précis en fait, hormis la suppression de la peine de mort et des QHS. Enfin, on allait voir ce qu'on allait voir !

Et on a vu ! le 13 décembre 1982, un an et demi après l'accession de la gauche au pouvoir, le garde des sceaux, Robert Badinter, annonçait la mise en œuvre d'une série de mesures visant à améliorer les conditions de vie dans les prisons. Pour les personnels pénitentiaires, tout d'abord, la réforme portait sur quatre points :

- le logement. Les nouveaux établissements pénitentiaires devront être construits en prévoyant le logement du personnel (hors de la prison, naturellement) ;
 - le service. Le service de nuit sera allégé. Le temps de garde en mirador passera de six heures à trois heures ;
 - l'uniforme. Un nouvel uniforme sera adopté. Plus confortable. Plus « look » ;
 - les sanctions. Les dispositions pénales réprimant la simple négligence en cas d'évasion seront abrogées ;
- Pour les détenus, enfin, la réforme portait sur sept points :



- le maintien des liens familiaux. Dans les établissements pour peine (où sont incarcérés les condamnés), le parloir sans séparation deviendra de règle et le parloir avec séparation l'exception. Dans les maisons d'arrêt (pour les prévenus), on favorisera, dans la mesure du possible, les parloirs sans séparation. En 1984, toutes les installations matérielles nécessaires devront être réalisées. L'octroi des permis de visites sera amplifié. Les transferts seront signalés aux familles, et on s'efforcera de prendre en compte l'environnement familial dans l'affectation des condamnés. Le droit à la correspondance avec toute personne, sauf interdiction spéciale, sera reconnu. L'autorisation d'utiliser le téléphone sera étendue ;

- la condition du détenu. La tenue pénale sera supprimée. Possibilité d'aménager individuellement les cellules. Contrôle médical de la diététique et de l'hygiène alimentaire dans les prisons. Pour les femmes ayant des enfants avec elles, organisation d'une crèche à Fleury ;

- la santé. L'inspection médicale pénitentiaire sera supprimée ; l'inspection générale des affaires sociales devant étudier et déterminer les conditions de la prise en charge par la Santé de l'intégralité de la médecine pénitentiaire ;

- la discipline. En matière de sanctions disciplinaires, le détenu pourra faire parvenir ses observations au juge de l'application des peines. L'interdiction de fumer à titre de sanction sera supprimée ;

- l'enseignement, la formation professionnelle et le travail pénal. Quinze nouveaux postes d'instituteurs seront créés. La formation professionnelle sera développée. Le travail pénal verra s'améliorer les qualifications des tâches et la revalorisation des rémunérations ;
- les activités socio-culturelles. La création d'associations socio-culturelles et sportives sera généralisée ;
- la pratique du sport. On s'efforcera d'accroître la pratique du sport.

Dès l'énoncé de ces mesures, deux sortes de réactions se firent jour. La première, habituelle, émanant des émules en tous genres de la légitime défense, hurlait au scandale et au laxisme. Passons, on connaît

la musique. La seconde, émanant d'avocats, du syndicat de la magistrature, de détenus... constatait le caractère positif des mesures prises, mais regrettait que l'on se soit arrêté en chemin.

On faisait remarquer que des revendications importantes, formulées depuis toujours, n'avaient pas été satisfaites. A propos de la « judiciarisation » du tribunal interne de la prison, le prétoire. A propos du droit d'association et de réunion des prisonniers... Et puis on craignait que nombre de mesures restent lettre morte par manque d'argent ou par mauvaise volonté du personnel pénitentiaire et des chefs d'établissement.

En clair, cette réforme ne satisfait personne. Ni les adeptes de la prison-punition-pourrissoir, ni les partisans d'une prison « à visage humain ». Elle était le résultat d'un compromis entre ces deux grandes tendances de l'opinion publique. Un peu de changement par-ci et beaucoup de continuité par-là. En fait, l'essence de la prison, c'est-à-dire l'arbitraire des matons et du chef d'établissement demeure. Le prétoire restait dans le champ du pouvoir disciplinaire. Les détenus ne pouvaient toujours ni se réunir ni se syndiquer.

Dans ces conditions, inutile de dire que le « malaise » des prisons avait de beaux jours devant lui. Quand on se contente de demi-mesures, le problème de fond demeure et tous ceux qui vivent quotidiennement ce problème ne peuvent, à moyen terme, que se révolter. Et c'est ce qui se passe actuellement. Car non seulement cette réforme est le cul entre deux chaises, elle est coincée entre le marteau du changement et l'enclume de la continuité, mais de plus les quelques mesures positives qu'elle contient ne sont même pas appliquées. Tel est le cas notamment des parloirs libres qui ne sont pas plus nombreux aujourd'hui que le 13 décembre 1982.

Une seule réforme à la prison : sa suppression

Au bout du compte, le réformisme socialo-communiste se contente, pour les prisons comme pour le reste, d'arrondir les angles de l'intolérable. En aucun cas, il ne remet le fond de cet intolérable en question.

Au niveau économique, on conserve le capitalisme, sa logique du profit, du salariat, de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme ; on cherche à l'« humaniser ». Au niveau politique, on conserve le système de la démocratie bourgeoise, ses élections bidon, sa logique de la délégation de pouvoir, son Etat et ses institutions, et on se contente de remplacer l'hégémonie de la droite par l'hégémonie de la gauche. Et au niveau des prisons, c'est du même tabac. On les garde, avec leur lèpre et leur population de délinquants dont chacun sait qu'ils sont les produits d'un système social, et on ne vise à rien d'autre qu'à mettre des rideaux aux fenêtres. En clair, le réformisme socialo-communiste est pour un capitalisme de gauche, une police de gauche, des curés de gauche, un Etat de gauche, une justice de gauche... et des prisons de gauche.

Et c'est bien là ce qui nous différencie fondamentalement du réformisme. Car nous, nous nous battons pour la destruction du capitalisme, pour la suppression du salariat, du profit, de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour l'anéantissement de l'Etat, de l'armée, de la police, de la justice... et des prisons. Et si nous nous battons pour détruire tout cela, c'est que nous pensons que c'est seulement sur les cendres de ce vieux monde qu'il nous sera possible de rebâtir la société libertaire que nous appelons de nos vœux. Une société qui s'épanouira aux accents de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, du fédéralisme, de l'autogestion... et qui n'aura sûrement pas besoin de prison. Car une fois supprimées les causes sociales et sociétales de la délinquance, les délinquants ont toutes les chances de n'être plus qu'une poignée. Et dans ces conditions, la société tout entière pourra s'appliquer à les aider à se réinsérer sans passer par la solution de facilité de la prison ou de l'HP. Car il faut le savoir et le répéter, la prison, comme l'armée ou la police, ça ne se réforme pas, ça se supprime.

Jean-Marc RAYNAUD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.